**L'approche de la République de Corée en matière de promotion de l'emploi par le biais des PME et des politiques de soutien à l'entreprenariat**

**Rapport final**

**Table des matières**

[1 Définition des entreprises en République de Corée 4](#_Toc195542769)

[2 Historique des politiques pour les PME en République de Corée 6](#_Toc195542770)

[2.1 Les années 60 et 70 : des PME au service de la croissance industrielle 6](#_Toc195542771)

[2.2 Des années 80 jusqu’à la crise financière de 1997 : les PME deviennent un objectif économique 7](#_Toc195542772)

[2.3 Les crises financières de 1997 et 2008, points de passage pour une promotion qualitative des PME et pour l'innovation technologique 7](#_Toc195542773)

[2.4 Des conglomérats puissants et influents, mais peu populaires 8](#_Toc195542774)

[3 La gouvernance des PME 9](#_Toc195542775)

[3.1 Une gouvernance éclatée entre niveaux national et régionaux et entre acteurs institutionnels, publics et privés 9](#_Toc195542776)

[3.2 Les institution impliquées dans les politiques pour PME 10](#_Toc195542777)

[3.3 Un écosystème structuré de soutien aux start-up : articulation entre État central et gouvernements locaux 11](#_Toc195542778)

[3.4 Un système de développement des capacités professionnelles segmenté 14](#_Toc195542779)

[3.5 Des taux de syndicalisation bas dans les PME 16](#_Toc195542780)

[3.6 Un e-gouvernement à la pointe 17](#_Toc195542781)

[4 Les PME et l’emploi 17](#_Toc195542782)

[4.1 Les PME représentent la quasi-totalité des entreprises en Corée et concentrent 80 pourcent de l’emploi 17](#_Toc195542783)

[4.2 Dans l’industrie manufacturière, les PME sont beaucoup moins productives que les grandes entreprises 18](#_Toc195542784)

[4.3 Les PME rémunèrent beaucoup moins leurs employés que les grandes entreprises ce qui contribue à leur problème de recrutement 19](#_Toc195542785)

[4.4 Une économie informelle importante 20](#_Toc195542786)

[4.5 La précarisation de l’emploi est en hausse 21](#_Toc195542787)

[5 Les dispositifs de soutien aux PME 22](#_Toc195542788)

[5.1 Recruter mieux, et mieux recruter 22](#_Toc195542789)

[5.1.1 Des programmes de formation à l’entreprenariat inclus dans les programmes scolaires 22](#_Toc195542790)

[5.1.2 Les soutiens à la main d’œuvre des PME 22](#_Toc195542791)

[5.1.3 Les aides pour l'emploi des jeunes dans les PME 24](#_Toc195542792)

[5.1.4 Les aides fiscales pour favoriser le recrutement des PME 30](#_Toc195542793)

[5.2 Aider les PME à se développer 31](#_Toc195542794)

[5.2.1 Pour des PME plus productives 31](#_Toc195542795)

[5.2.2 Les soutiens à l'internationalisation des PME 33](#_Toc195542796)

[5.2.3 Revitalisation des entreprises à capital-risque appuyé par le gouvernement 34](#_Toc195542797)

[5.2.4 Les mesures de soutien aux entreprises de femmes 36](#_Toc195542798)

[5.2.5 Les mesures de soutien aux entreprises sociales 39](#_Toc195542799)

[5.2.6 Les mesures de soutien aux entreprises vertes 40](#_Toc195542800)

[5.3 Vers une réforme réglementaire pour les PME 41](#_Toc195542801)

[6 Les leçons de la politique coréenne en faveur des PME 44](#_Toc195542802)

[7 Références 48](#_Toc195542803)

[8 Annexes 49](#_Toc195542804)

**Liste des encadrés**

[Encadré 1. Système de garantie de crédit 11](#_Toc195542805)

[Encadré 2. Démultiplier les subventions publiques avec des investissements privé pour le développement de start-up technologiques 13](#_Toc195542806)

[Encadré 3. Résumé de la loi spéciale sur l'aide à la main-d'œuvre des PME 23](#_Toc195542807)

[Encadré 4. Aide en espèces pour promouvoir l’embauche des jeunes dans les PME confrontées à des difficultés de recrutement 30](#_Toc195542808)

[Encadré 5. Un mécanisme public-privé de financement : le fonds-mère au cœur de l’écosystème d’investissement 35](#_Toc195542809)

[Encadré 6. Le système d'achat public pour les PME (y compris les entreprises de femmes) 38](#_Toc195542810)

**Liste des figures**

[Figure 1. Catégories d'entreprises en République de Corée 4](#_Toc195542811)

[Figure 2. Gouvernance de la politique des PME 9](#_Toc195542812)

[Figure 3. Écosystème de soutien aux PME en République de Corée 10](#_Toc195542813)

[Figure 4. Écosystème de start-up 12](#_Toc195542814)

[Figure 5. Lien entre le gouvernement central et le gouvernement local dans la politique de start-up 13](#_Toc195542815)

[Figure 6. Système de développement des compétences professionnelles 15](#_Toc195542816)

[Figure 7. Système d’éducation continue 15](#_Toc195542817)

[Figure 8. Principaux projets du gouvernement pour augmenter l'emploi des jeunes 24](#_Toc195542818)

[Figure 9. Dispositifs de soutien aux entreprises dirigées par des femmes (2024) 38](#_Toc195542819)

[Figure 10. Évolution du nombre d'entreprises désignées comme vertes 41](#_Toc195542820)

[Figure 11. Procédure réglementaire des bacs à sable 42](#_Toc195542821)

[Figure 12. Système de promotion des zones spéciales de liberté réglementaire 43](#_Toc195542822)

[Figure 13. Mécanisme de réforme de la réglementation des PME 44](#_Toc195542823)

**Liste des tableaux**

[Tableau 1. Distinction des PME et micro entreprises, par secteur d’activité et par seuil maximal du chiffre d’affaires moyen sur 3 ans 5](#_Toc195542824)

[Tableau 2. Programmes par ministère 16](#_Toc195542825)

[Tableau 3. Les entreprises en République de Corée, par taille, et par nombre d’employés 17](#_Toc195542826)

[Tableau 4. Comparaison des PME et grandes entreprises manufacturières de plus de 10 employés 18](#_Toc195542827)

[Tableau 5. Revenu par années de service selon la taille de l'entreprise à but lucratif (en milliers de KRW) 19](#_Toc195542828)

[Tableau 6. Travailleurs indépendants en baisse (en milliers) 20](#_Toc195542829)

[Tableau 7. Proportion de travailleurs précaires par sexe et groupe d'âge (en pourcentage) 21](#_Toc195542830)

[Tableau 8. Dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes, par ministère 25](#_Toc195542831)

[Tableau 9. Aide fiscale liée à l'emploi des PME 30](#_Toc195542832)

[Tableau 10. Programmes d’aide au développement technique et à la transition numérique des PME 32](#_Toc195542833)

[Tableau 11. Aide à l'exportation des PME 33](#_Toc195542834)

[Tableau 12. Programmes de soutien aux entreprises dirigées par des femmes 37](#_Toc195542835)

# Définition des entreprises en République de Corée

Les entreprises coréennes sont catégorisées en grandes entreprises, entreprises de taille intermédiaire (ETI)[[1]](#footnote-1) et Petites et Moyennes Entreprises (PME). Pour les besoins des politiques de soutien, les PME sont elles-mêmes divisées en moyennes entreprises, micro entreprises, et Petits Commerçants et Artisans (PCA)[[2]](#footnote-2) (Figure 1). Par conséquent, la politique coréenne des PME couvre à la fois les politiques générales des PME, et les politiques de soutien aux micro entreprises et aux PCA.

Figure 1. Catégories d'entreprises en République de Corée

A blue and orange squares with white text

Description automatically generated

En République de Corée, les critères de définition des PME sont établis par la loi fondamentale sur les PME et sont basés sur le nombre d’employés, le chiffre d’affaires, les actifs de la société, et le secteur d’activité. Lors de sa promulgation en 1966, la loi définissait comme PME les entreprises employant moins de 200 personnes ou ayant un total d’actifs inférieur à 50 millions de Wons coréens (KRW)[[3]](#footnote-3). Dans le cas d'autres industries de services telles que le commerce, étaient définies comme PME les entreprises employant moins de 20 personnes ou ayant un total d’actifs inférieur à 10 millions de KRW.

En 2015, le gouvernement a fait évoluer la loi pour réagir au « syndrome de Peter Pan », selon lequel les PME se retiennent d’évoluer en ETI pour conserver divers soutiens et avantages.[[4]](#footnote-4) Selon la nouvelle loi, la classification des PME repose principalement sur deux critères : le chiffre d’affaires moyen sur 3 ans, dont le seuil varie selon le secteur d’activité, et le montant des actifs totaux, qui doit être inférieur à 500 milliards de KRW.

Cependant, les coopératives sociales et les sociétés à but non lucratif avec un actif total de plus de 500 milliards de KRW sont considérées comme PME si elles répondent aux exigences de taille (mesurée par le chiffre d’affaires moyen sur trois ans et dont le seuil dépend du secteur d’activité) et d’indépendance (les entreprises ne doivent pas appartenir à un groupe d'entreprises désigné comme groupe d'entreprises publiques ou être affiliées à des entreprises qui, ensemble, dépassent les seuils de taille définis). Le Tableau 1 résume la catégorisation des PME par secteur d’activité et par chiffre d'affaires moyen sur trois ans.

Tableau 1. Distinction des PME et micro entreprises, par secteur d’activité et par seuil maximal du chiffre d’affaires moyen sur 3 ans

| Secteur principal | Activité | Seuil maximal en milliard de KRW | |
| --- | --- | --- | --- |
| PME | Micro |
| Industrie manufacturière | * Fabrication de vêtements, d'accessoires vestimentaires et d'articles en fourrure * Fabrication de cuir, de sacs et de chaussures * Fabrication de métaux de première fusion * Fabrication d'équipements électriques * Fabrication de meubles * Fabrication de nouveaux sièges pour automobiles\* * Fabrication d'éléments de matériel roulant ferroviaire et d'appareils connexes, y compris la fabrication de sièges de wagons de chemin de fer\* * Fabrication de fauteuils d'avion lors de la fabrication de pièces d'avion\* | 150 | 12 |
| * Fabrication de pâte à papier, de papier et de produits en papier | 8 |
| Industrie manufacturière | * Fabrication de denrées alimentaires * Fabrication de coke, de briquettes et de raffineries de pétrole * Fabrication de produits chimiques (à l'exclusion de la fabrication de produits pharmaceutiques) * Fabrication de produits métalliques (à l'exclusion de la fabrication de machines et de meubles) * Fabrication d'équipements électroniques, informatiques, vidéo, audio et de télécommunications * Fabrication d'autres machines et équipements * Fabrication de véhicules à moteur et de remorques | 100 | 12 |
| Services publics d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau | |
| Traitement et distribution d’eau | * Captage, traitement et distribution d’eau |
| Agriculture, sylviculture et pêche | | 8 |
| Exploitation minière | |
| Industrie manufacturière | * Fabrication de tabac * Fabrication de produits textiles (à l'exclusion de la fabrication de vêtements) * Fabrication de bois et de produits en bois (à l'exclusion de la fabrication de meubles) * Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique * Fabrication d'autres matériels de transport |
| Construction | |
| Commerce de gros et de détail | | 5 |
| Industrie manufacturière | * Fabrication de boissons * Fabrication de substances médicales et de produits pharmaceutiques * Fabrication de produits minéraux non métalliques | 80 | 12 |
| * Reprographie d'imprimés et de supports d'enregistrement * Médical, précision, optique et horlogerie * Fabrication d'autres produits | 8 |
| Transport et entreposage | |
| Télécommunications | | 5 |
| Traitement des eaux usées et déchets | | 3 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | | 60 | 3 |
| Gestion d'installations commerciales et services de soutien aux entreprises et de location | (à l'exclusion des activités de location) |
| Services liés aux arts, aux sports et aux loisirs | |
| Industrie manufacturière | * Réparation de machines et d'équipements industriels | 1 |
| Santé et services sociaux | |
| Réparations et autres services personnels | |
| Finance et assurance | | 40 | 8 |
| Immobilier | | 3 |
| Location | |
| Hébergement et restaurants | | 1 |
| Services d'éducation | |

Notes : La classification sectorielle est basée sur la classification industrielle standard coréenne.

\* Activités exceptionnellement soumises à des critères distincts

Source : Ministère des PME et des Startups, <https://www.mss.go.kr/site/smba/02/20203040000002019081956.jsp>

# Historique des politiques pour les PME en République de Corée

Les politiques pour les PME varient en fonction de la stratégie de croissance de l'économie nationale et du rôle des PME en tant qu'acteurs économiques. De ce point de vue, l'histoire de la politique coréenne des PME peut être divisée en trois périodes : la période de forte croissance de l'économie coréenne dans les années 1960-1970, les années 1980 jusqu’à la crise financière de 1997 et enfin de 1998 à maintenant.

## Les années 60 et 70 : des PME au service de la croissance industrielle

Le succès économique des années 1960-1970 a été le résultat d'une stratégie de croissance axée sur l'exportation basée sur l'industrie manufacturière. Pendant cette période, le gouvernement de Park Chung-hee a adopté des stratégies « de sélection et de concentration » pour la croissance économique, ce qui a abouti au « miracle de la rivière Han ».

Les mesures en faveur des PME n’étaient qu’une partie des politiques industrielles visant à favoriser les industries d'exportation centrées sur les grandes entreprises, en particulier les industries lourdes et chimiques. La raison d’être des PME consistait donc à épauler ces industries, et les PME n’étaient considérées que comme soutiens pour la croissance des grandes entreprises sans autre finalité économique. Toutefois, en vue de renforcer leurs fournisseurs, les grandes entreprises ont consolidé les liens de partenariat et ont opéré des transferts de technologie aux PME afin d’améliorer les matériaux et composants qu’elles leur fournissaient.

## Des années 80 jusqu’à la crise financière de 1997 : les PME deviennent un objectif économique

Dans les années 1980, la politique du gouvernement est passée à une politique de croissance plus équilibrée qui incluait la croissance quantitative des PME. Des changements dans l'environnement social ont également renforcé le soutien aux PME. En particulier, l'article « L'État doit protéger et promouvoir les activités commerciales des PME » a été inclus dans l'amendement constitutionnel de 1980, qui impose au gouvernement de protéger et de développer les PME. Avec l'introduction du concept de « démocratisation économique » dans la Constitution de 1987, la protection et le développement des PME sont devenus des politiques conformes aux valeurs constitutionnelles. L'Office des PME a été créé en 1996 pour promouvoir systématiquement les politiques de développement des PME.

Avec la mise en œuvre des politiques de soutien aux PME, le poids économique des PME a augmenté, en particulier dans l'industrie manufacturière. Le nombre de PME manufacturières a plus que doublé entre 1980 et 1990, passant de 32.384 à 67.679, tandis que les grandes entreprises sont passées de 1.047 à 1.193 pendant la même période. La proportion d'employés des PME manufacturières a également continué d'augmenter, passant de 45,7% en 1975 à 68,9% en 1993. La part des PME dans la production totale est passée de 32,3% en 1981 à 42,7% en 1990, et la part des PME dans la valeur ajoutée manufacturière est passée de 31,7% en 1975 à 50,3% en 1993.

## Les crises financières de 1997 et 2008, points de passage pour une promotion qualitative des PME et pour l'innovation technologique

La crise financière de 1997 a profondément transformé l’économie coréenne. Le chômage, qui avait disparu depuis les années 1960, est redevenu un problème majeur. En réponse, la politique en faveur des PME est devenue centrale à la politique de création d'emplois et s’est orientée sur la croissance qualitative des PME, basée d’une part sur la création d’emplois de qualité, et d’autre part sur la promotion de l’innovation et le soutien aux start-up technologiques.

L'administration Kim Dae-jung (1998-2003) a activement encouragé les entreprises à capital-risque[[5]](#footnote-5) dans l'industrie informatique et a fait de l'innovation technologique des PME une priorité pour renforcer la compétitivité nationale. En premier lieu, le Comité spécial des PME a été créé en 1998 pour renforcer la capacité d'élaboration des politiques en faveur des PME entre les ministères concernés. Par la suite, la loi sur le soutien aux entreprises lancées et gérées par des femmes (1999), la loi sur la Fondation régionale de garantie de crédit (1999), la loi sur les mesures spéciales pour le soutien aux PME (2000) et la loi sur la promotion de l'innovation technologique des PME (2001) ont été adoptées, et un total de 1,92 milliard de KRW de fonds de démarrage a été fourni à 8.000 entreprises entre 1999 et 2002. Enfin, un système de certification de l'innovation technologique, le certificat INNOBIZ, a été introduit en 2001 pour identifier et encourager les PME à fort potentiel de croissance, basé sur la compétitivité technologique. Cette politique d'encouragement de l’utilisation de capital-risque pour le financement de nouvelles entreprises a conduit à une augmentation du nombre de PME, contribuant à la création d'emplois et à la relance économique.

Avec la crise financière mondiale de 2008, le gouvernement a réformé divers systèmes de soutien tels que, de nouveau, le capital-risque et la R&D dans le but de favoriser les PME, et a promu des réformes réglementaires pour encourager la création d'emplois. En particulier, un « médiateur pour les PME » a été créé en 2009 pour simplifier les procédures de démarrage, pour améliorer les réglementations déraisonnables et les difficultés des entreprises. Le gouvernement a étendu la revitalisation des start-up aux principaux domaines de la politique des PME. Les start-up dans les Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) en particulier sont devenues une priorité des politiques d'emploi pour les jeunes pour contrer les taux élevés de chômage des jeunes et des NEETs (jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni à l’école ou université, ni en formation, ni en emploi).[[6]](#footnote-6)

L'administration Park Geun-hye (2013-2017) a mis en place des Centres d'Innovation pour l’Économie Créative pour encourager les start-up innovantes, revitaliser le système d'investissement et créer un environnement favorable à la création d’entreprises. L'administration Moon Jae-in (2017-2022) a par la suite encouragé la croissance basée sur l’innovation par le biais, une nouvelle fois, de sociétés de capital-risque.

## Des conglomérats puissants et influents, mais peu populaires

La République de Corée n’a mis que quelques décennies à se développer, notamment grâce à son secteur industriel et la montée en puissance de ses grandes entreprises, et en particulier ses *chaebols*. Les chaebols sont de puissants conglomérats industriels, souvent familiaux, qui regroupent un grand nombre d'entreprises opérant dans différents secteurs, tels Samsung, Hyundai ou LG. Une critique fréquente souligne la concentration excessive du pouvoir économique détenu par ces entreprises, et que leur succès est dû en partie à leur connivence avec la classe politique et leur influence sur les politiques publiques. Il en résulte un fort sentiment anti-entreprise, notamment de la part des PME. Selon une enquête menée en 2021 par l'Association générale des dirigeants coréens, 9 entreprises sur 10 ont exprimé un sentiment anti-chaebol, et il existe des groupes civiques qui appellent à des réformes structurelles pour limiter leur influence économique et politique.

Une autre raison à ce ressentiment peut être également dû à ce que la période pendant laquelle a été menée cette enquête correspond à celle de l’administration Moon Jae-in (2017–2022), qui a été fortement marquée par un contexte de mobilisation sociale importante, avec des relations tendues entre les milieux économiques et les autorités, de nombreuses grèves et occupations et un renforcement des réglementations, telle la loi sur les sanctions en cas de catastrophe industrielle.

# La gouvernance des PME

## Une gouvernance éclatée entre niveaux national et régionaux et entre acteurs institutionnels, publics et privés

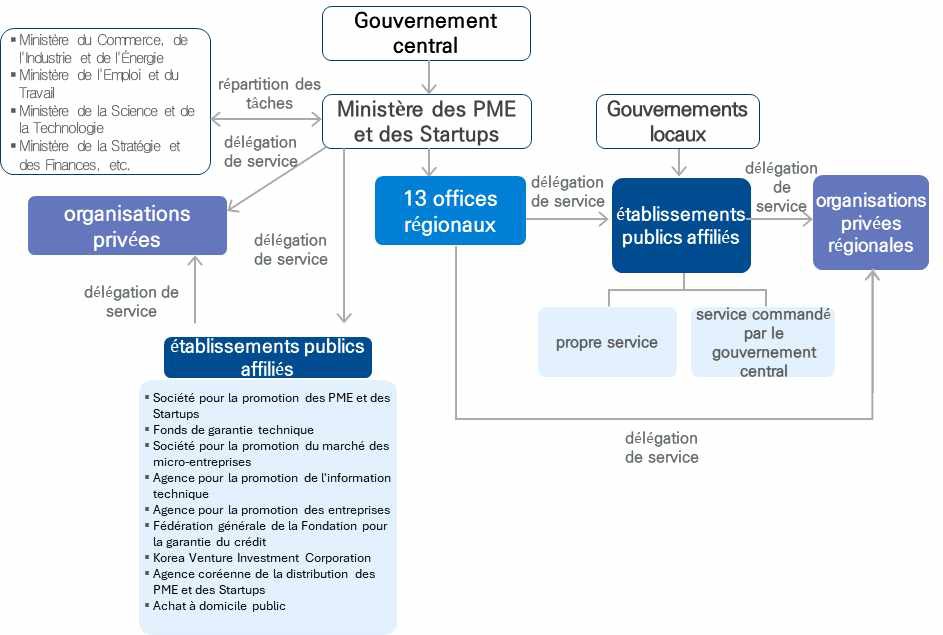
La gouvernance des politiques de soutien aux PME est complexe en République de Corée (Figure 2). Le ministère des PME et des Start-up joue un rôle central, mais d’autres ministères (comme ceux du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie, de l'Emploi et du Travail et de la Science et des TIC) soutiennent aussi les PME dans leurs domaines respectifs. Cela s’explique par le fait que de nombreuses PME sont vulnérables, et leur mise en faillite a un impact potentiel direct sur l’emploi.

Cependant, cette organisation multiple crée des chevauchements de responsabilités. Même si chaque ministère a ses prérogatives, il arrive souvent que des programmes similaires soient menés en parallèle. De plus, pour mieux couvrir le territoire, le ministère des PME a établi des bureaux régionaux dans 13 régions, et les gouvernements locaux mènent aussi leurs propres programmes.

Comme dans d’autres domaines, ces programmes sont mis en œuvre par des organismes aussi bien publics que privés, sous la responsabilité de leur ministère de tutelle. Les ministères financent ces programmes, mais ceux-ci sont souvent confiés à d’autres structures pour leur exécution. Il en va de même pour les collectivités locales, dont les institutions soutiennent aussi les PME à travers des programmes nationaux ou régionaux.

La principale difficulté de cette situation est le manque de coordination entre les ministères, les gouvernements central et locaux, et les organismes chargés de l'exécution. Cela entraîne des doublons, un gaspillage de budget, et une efficacité réduite. La Figure 2 résume la gouvernance de la politique des PME.

Figure 2. Gouvernance de la politique des PME



## Les institution impliquées dans les politiques pour PME[[7]](#footnote-7)

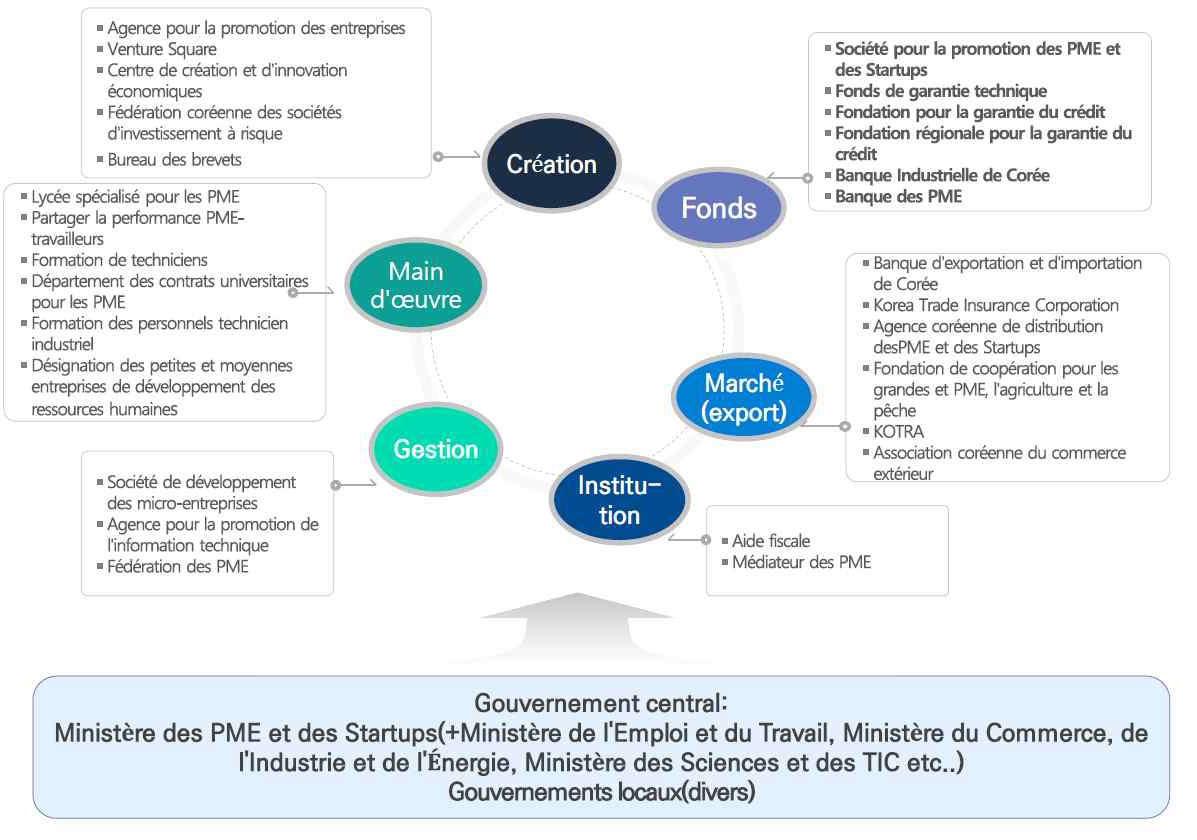
Le ministère des PME et des Start-ups est responsable de la politique coréenne des PME, mais d’autres ministères sont également appelés à mettre en place des mesures de soutien aux PME en fonction de leurs domaines d’action. De plus, chaque gouvernement local mène divers projets. L'écosystème politique qui soutient les PME peut être divisé en :

* Soutien à la création d'entreprise, soutien financier (Encadré 1),
* Soutien à la main-d'œuvre,
* Soutien au développement du marché (y compris à l’international),
* Soutien à la gestion et soutien institutionnel (Figure 3).

Par exemple, le gouvernement s'efforce de résoudre la pénurie de main-d'œuvre des PME par le biais de programmes de formation spécialisés et de dispositifs divers pour inciter la main d’œuvre à se tourner vers les PME. En particulier, conformément à la loi fondamentale sur les PME, le ministère des PME et des Start-up crée un « comité d'examen des politiques des PME » pour délibérer et ajuster les principales politiques et plans de protection et de développement des PME. En outre, le Bureau présidentiel nomme un secrétaire aux PME qui supervise et coordonne les affaires des PME de chaque ministère.

La Figure 3 résume les institutions politiques par domaine.

Figure 3. Écosystème de soutien aux PME en République de Corée



Encadré 1. Système de garantie de crédit

|  |
| --- |
| Les PME ont besoin de fonds à faible taux d'intérêt. De ce point de vue, la garantie de crédit est une politique financière représentative de la République de Corée pour soutenir les PME datant de 1961. Depuis cette date, le système de garantie de crédit a continué à se développer. A présent, ce système comprend le Fonds de garantie de crédit (*Shinbo*), le Fonds de garantie technique (*Kibo*)[[8]](#footnote-8) et la Fondation régionale de garantie de crédit. Les garanties de crédit ont été utilisées comme principal instrument d’intervention économique.  Avec la crise financière de 1997, l'environnement des prêts des PME s’est détérioré et le rôle de la Fondation régionale de garantie de crédit, présente dans 17 régions, s’est renforcé. La Fondation est l'unique institution financière des gouvernements locaux. Les fonds de garantie régionaux sont financés notamment par les subventions et contributions du gouvernement local et par les contributions légales des sociétés financières. Ils visent à revitaliser l'économie locale et à promouvoir le bien-être des gens en soutenant les PME qui n'ont pas de garanties.  Avec le temps, l'importance de la Fondation a considérablement augmenté. En 2006, la part des Fonds régionaux dans les garanties de crédit totales n'était que de 8,9%, mais en 2022, celle-ci s'élevait à 31,1%. En revanche, la part du *Shinbo* a progressivement diminué, passant de 65,7% en 1997, 51,1% en 2022, tandis que celle du *Kibo* est passée de 33,1% en 1997 à 17,8% en 2022. La raison pour laquelle le système de garantie de crédit régionaux s'est développé avec succès est qu'il a répondu à la demande de prêts des PME vulnérables qui ont du mal à obtenir des prêts auprès des banques nationales. |

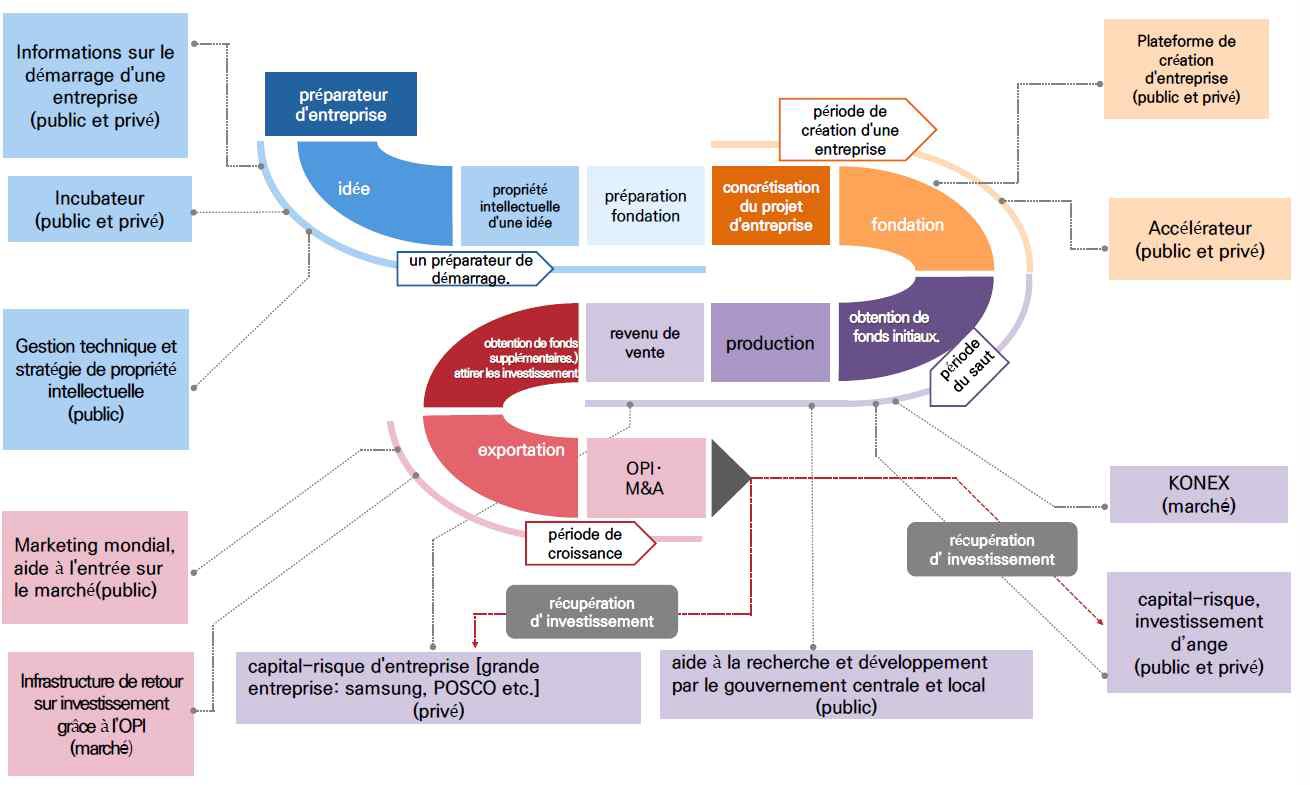
## Un écosystème structuré de soutien aux start-up : articulation entre État central et gouvernements locaux

Après la crise financière de 1997, la Corée du Sud a mis en place un système de soutien structuré à la création et à la croissance des start-ups innovantes. Les start-up ont été reconnues comme des acteurs-clé de l'innovation structurelle dans l'économie coréenne, et le soutien aux entreprises technologiques et innovantes est devenu un pilier central de la politique en faveur des PME.

En janvier 2024, 99 organisations géraient 397 projets d'aide aux start-ups. Au niveau du gouvernement central, 11 organisations géraient 86 projets et 95,6 pour cent du budget d'aide au démarrage provenait du ministère des PME et des Start-up. Au niveau régional, 88 organisations géraient 311 projets dont 25,7 pour cent du budget demeurait financé par Séoul.

Les projets se répartissent en plusieurs catégories : prêts et garanties (7 projets), commercialisation (166 projets), développement technologique (6 projets), d'installations d'espaces et d’incubateurs (98 projets) et d'expansion international (23 projets). En outre, le ministère des PME et des Startups et l'Agence de promotion des start-up ont mis en place *K-Startup*, un portail d'aide aux start-up en ligne, qui centralise et simplifie l’accès aux dispositifs de soutien. La Figure 4 résume le parcours de croissance des start-up en République de Corée.

Figure 4. Écosystème de start-up

Note : KONEX est le troisième marché boursier coréen, lancé le 1er juillet 2013, créé pour financer de nouvelles start-up technologiques.

Source : <http://muhanfactory.com/%ED%95%9C%EA%B5%AD-%EC%8A%A4%ED%83%80%ED%8A%B8%EC%97%85%EC%9D%98-%EC%83%9D%ED%83%9C%EA%B3%84/>, 수정 보완.

Malgré l'expansion de la décentralisation, la République de Corée maintient un système budgétaire centralisé. A l'exception de Séoul et de Gyeonggi-do, les gouvernements régionaux dépendent du soutien du gouvernement central pour la plupart des programmes nécessitant des budgets importants. Par exemple, le Technoparc, le Centres d'Innovation pour l’Économie Créative et les parcs de start-up sont des projets financés par le gouvernement central mais délocalisés dans les régions. La plupart des gouvernements locaux mettent l'accent sur des politiques de start-up pour l'innovation dans l'économie locale et dans les industries locales, mais les organismes qui réalisent ce genre de projet varient d'une région à l'autre. La Figure 5 montre le lien entre le gouvernement central et les gouvernement locaux autour des principales institutions qui mettent en œuvre les programmes en faveur des start-up.

Figure 5. Lien entre le gouvernement central et le gouvernement local dans la politique de start-up

A diagram of a company's process

Description automatically generated

Encadré 2. Démultiplier les subventions publiques avec des investissements privé pour le développement de start-up technologiques

|  |
| --- |
| Le programme TIPS (*Tech Incubator Program for Startup*), lancé en 2013, vise à soutenir les start-up technologiques à fort potentiel, capables de se positionner sur le marché mondial. Ce dispositif repose sur une sélection effectuée par des acteurs du secteur privé disposant d’une expertise reconnue. Une fois les start-up identifiées, le gouvernement intervient en finançant la R&D ainsi que les activités de commercialisation, afin de favoriser l’émergence de jeunes entreprises innovantes dans les technologies de pointe.  Le programme TIPS a récemment été classé parmi les quatre meilleurs accélérateurs mondiaux par l’agence américaine d’analyse CB Insights, aux côtés de *Plug & Play*, *Y Combinator* et *Techstars*. En décembre 2023, 105 structures participaient à la mise en œuvre du programme. Parmi les 2.734 start-up accompagnées, 1.444 ont levé un total de 130.225 milliards de KRW d’investissements privés — soit près de dix fois le montant des subventions publiques (13.104 milliards de KRW) et plus de vingt fois celui des investissements initiaux du secteur privé (6.249 milliards de KRW).  Depuis sa création, le programme a conduit à 19 introductions en bourse (IPO) et 73 opérations de fusion-acquisition (M&A).  Le succès de TIPS repose sur un principe clé : le secteur privé pilote la sélection des start-up grâce à son expertise, tandis que l’État intervient en appui, sans ingérence directe. Ce modèle de gouvernance collaborative permet de mieux accompagner l’écosystème entrepreneurial, là où une administration publique seule aurait plus de difficultés à répondre aux dynamiques propres à l’innovation.  Selon le ministère des PME et des Startups, près de 3.200 start-up ont été soutenues depuis le lancement du programme en novembre 2014, générant plus de 15.000 milliards de KRW d’investissements de suivi et créant 22.549 emplois.[[9]](#footnote-9)  **Structure de fonctionnement du programme TIPS**    Source : [www.jointips.or.kr/about.php](http://www.jointips.or.kr/about.php) |

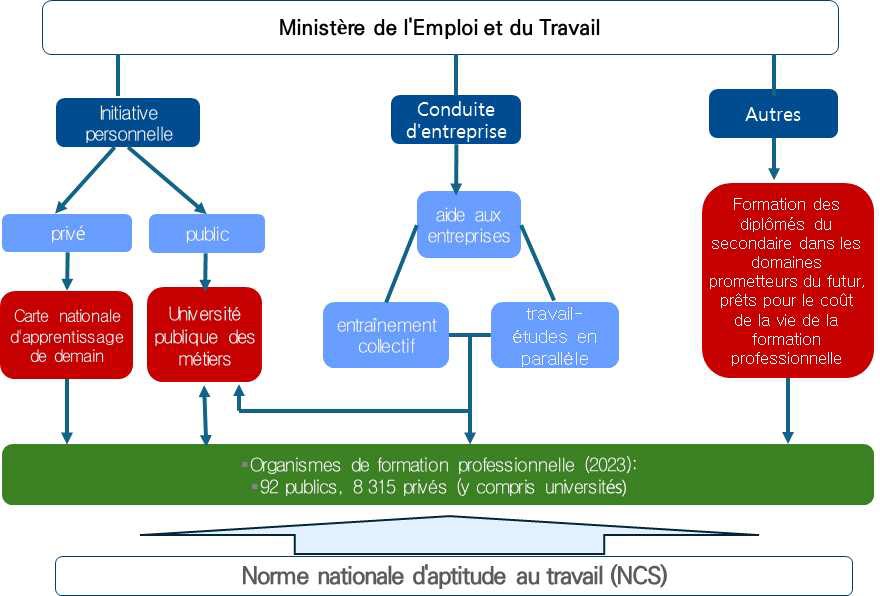
## Un système de développement des capacités professionnelles segmenté

En République de Corée, le développement des compétences professionnelles relève du ministère de l’Emploi et du Travail, tandis que le ministère de l’Éducation est chargé de l’éducation continue. Cette dernière inclut une composante de formation professionnelle, mais dans la conception portée par le ministère de l’Éducation, l’éducation continue est avant tout orientée vers les activités culturelles et de loisirs.

Le ministère de l'Emploi et du Travail soutient le développement des compétences professionnelles à travers des programmes de formation destinés tant aux individus qu’aux entreprises (Figure 6). Pour les individus, ce soutien passe notamment par la Carte nationale d'apprentissage de demain, qui facilite l’insertion des demandeurs d’emploi sur le marché du travail et permet aux salariés d’améliorer leurs compétences.[[10]](#footnote-10)

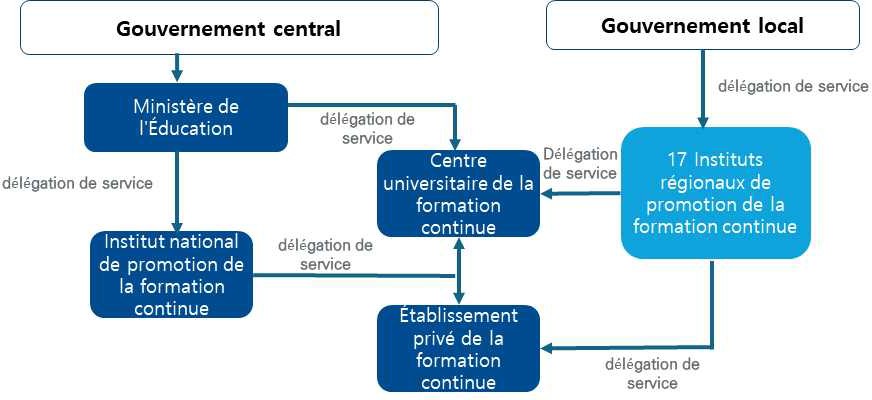
La formation en entreprise vise à soutenir le développement des compétences professionnelles des salariés, dans l’objectif d’en améliorer la productivité globale. Dans les secteurs où les prestataires privés sont insuffisamment présents, des établissements publics comme les universités polytechniques ou l’Université d’enseignement technique assurent ces formations. Cependant, la participation des PME reste faible, en raison d’une méconnaissance des dispositifs disponibles et de la complexité administrative liée aux demandes de soutien public. En décembre 2022, le taux de participation à la formation professionnelle atteignait 53,2 % dans les entreprises de plus de 300 salariés, contre seulement 5,8 % dans celles de moins de 300 salariés.[[11]](#footnote-11) La Figure 6 résume le système de développement des compétences du ministère de l'Emploi et du Travail.

Figure 6. Système de développement des compétences professionnelles



Parallèlement, le système d’éducation continue – incluant le perfectionnement des compétences professionnelles – est mis en œuvre conjointement par le gouvernement central, les établissements d’éducation continue relevant des collectivités locales, les universités ainsi que les organismes privés spécialisés. La Figure 7 résume le système d’éducation continue en République de Corée.

Figure 7. Système d’éducation continue



La fragmentation administrative entre ministères constitue une difficulté récurrente dans la mise en œuvre des politiques publiques. Elle s’explique notamment par l’absence de mécanisme budgétaire de coordination suffisamment structuré, chaque ministère gérant ses propres crédits de manière autonome. Ainsi, le ministère de l’Emploi et du Travail finance le développement des compétences professionnelles via le Fonds d’assurance-emploi et le budget général, tandis que le ministère de l’Éducation mobilise pour sa part les comptes spéciaux dédiés à l’enseignement supérieur et à l’éducation continue.

Le Tableau 2 résume les principaux programmes liés au développement des compétences professionnelles des deux ministères.

Tableau 2. Programmes par ministère

| Ministère de l'Emploi et du Travail | | Ministère de l'Éducation | |
| --- | --- | --- | --- |
| Domaine d’intervention | Détails | Domaine d’intervention | Détails |
| Aide au développement d'aptitudes professionnelles | * Initiative personnelle : Carte nationale d'apprentissage de demain & Université publique des métiers * Conduite d’entreprise : Soutien aux entreprises, enseignement conjoint, travail-études en parallèle * Autres : Formation des diplômés du secondaire dans les domaines prometteurs du futur, prêts pour le coût de la vie de la formation professionnelle | Projet d'aide à l'université | * RISE (*Regional Innovation System & Education*) : Modèle de formation continue et professionnelle * Université Globale : Construire une plateforme intégrée pour la formation continue, l'emploi et la coopération industrielle, réformation des populations locales (recyclage, up-skill)   ※ Ces deux projets sont des projets pilotes que le gouvernement actuel a commencé à promouvoir. |
| Système national de qualification technique | * Attribution du diplôme d'État de technicien supérieur * Fonctionnement de la norme nationale d'aptitude au travail (NCS) | Enseignement d'amélioration de l'aptitude professionnelle | * Cursus de certification d'aptitude professionnelle de courte durée adapté à l'industrie : Un consortium d'entreprises représentatives et d'établissements d'enseignement développe et gère un programme de formation en ligne qui reflète la demande des entreprises dans les nouvelles industries |
| Promotion de la main-d’œuvre qualifiée | * Compétition technique * Sélection des grands maîtres coréens et des techniciens hautement qualifiés * Choisir une entreprise exemplaire pour former des professionnels qualifiés | Organisme concerné | * Ministère de l'Éducation * Institut national de promotion de la formation continue * Université coréenne de radiodiffusion et de télécommunications, Institut universitaire de la formation continue, Agence nationale de promotion de la formation * Établissements d’éducation continue (2022) : 5.901 établissements |
| Organismes de développement d'aptitudes professionnelles | * Ministère de l'Emploi et du Travail * Korea Industrial Human Resources Corporation * Korea Polytech, Korea Technology Education University * Organismes de formation professionnelle (2023) : 92 publics, 8.315 privés |

## Des taux de syndicalisation bas dans les PME

La politique des PME en République de Corée est principalement décidée par le gouvernement et des organisations représentatives telles que les associations des PME, des start-up, des femmes entrepreneurs et des experts. Si nécessaire, les entreprises individuelles participent également au processus d'élaboration des politiques. Dans le cas des salariés des PME, la faible couverture syndicale est un obstacle à leur représentation. Les syndicats de PME peuvent adhérer à la Confédération coréenne des syndicats démocratiques ou à la Confédération coréenne des syndicats, mais leur couverture est insignifiante. En 2022, le taux de syndicalisation par secteur était de 10,1% pour le secteur privé, 70,0% pour le secteur public, 67,4% pour les fonctionnaires et 21,1% pour les enseignants. Le taux de syndicalisation par taille d’entreprise était de 36,9% pour les entreprises de plus de 300 employés, 5,7% pour les entreprises de 100 à 299 employés, 1,3% pour les entreprises de 30 à 99 employés et 0,1% pour les entreprises de moins de 30 employés. Par conséquent, il est très difficile d'influencer les décisions politiques des PME parce que les travailleurs des PME ne sont pas bien organisés.

## Un e-gouvernement à la pointe

La République de Corée est un pays avec un des plus haut niveau d'administration électronique – l’e- gouvernement – dans le monde. Basée sur le développement de la technologie numérique, la numérisation des politiques publiques favorise la formalisation des entreprises et de l'économie.

Par exemple, le portail gouvernemental *Government24* ([www.gov.kr/portal/main/nologin](http://www.gov.kr/portal/main/nologin)) centralise les services administratifs nationaux, locaux et ceux des institutions publiques en un guichet unique. Le soutien aux PME est accessible via le portail *Bizinfo* ([www.bizinfo.go.kr](http://www.bizinfo.go.kr)), qui offre une interface unique pour accéder aux dispositifs publics. Pour la création d’entreprise, le portail *K-Startup* ([www.k-startup.go.kr](http://www.k-startup.go.kr)) regroupe les informations et services relatifs aux start-ups, tandis que le Système de création de sociétés en ligne ([www.startbiz.go.kr](http://www.startbiz.go.kr)) permet d’accomplir facilement les démarches de création d’entreprise. Le portail *Work24* ([m.work24.go.kr](file:///C:\Users\nix\Documents\_Taf\_2025\01%20ILO%20Korea\1ere%20version\m.work24.go.kr)) fournit des services et informations en matière d’emploi, tant pour les travailleurs que pour les employeurs. Enfin, *TradeKorea* ([www.tradekorea.com](http://www.tradekorea.com)) propose une plateforme dédiée à l’accompagnement des PME exportatrices sur les marchés mondiaux.

# Les PME et l’emploi

## Les PME représentent la quasi-totalité des entreprises en Corée et concentrent 80 pourcent de l’emploi

En 2022, les PME coréennes représentaient 99,9% du nombre total d'entreprises et 81,0% de l’emploi total (Tableau 3). Elles apparaissent donc comme le cœur de l'écosystème des entreprises coréennes et constituent un tissus d’emploi très important. Par conséquent, un soutien approprié aux PME est essentiel du point de vue de la politique nationale de l'emploi, à un moment où la création d'emplois est devenue l’objectif le plus important de la politique économique.

Tableau 3. Les entreprises en République de Corée, par taille, et par nombre d’employés

| Industrie totale | | | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nombre d'entreprises** | PME  (%) | | 6.889.994  (99,9) | | 7.286.082  (99,9) | | 7.713.895  (99,9) | | 8.042.726  (99,9) | |
|  | Dont PCA  (%) | 6.532.222  (94,7) | | 6.924.292  (94,9) | | 7.335.397  (95,0) | | 7,656,718  (95.1) | |
| GE (y inclues ETI)  (%) | | 8.754  (0,1) | | 9.369  (0,1) | | 9.972  (0,1) | | 10.437  (0,1) | |
| **Total**  **(%)** | | 6.898.748  (100,0) | | 7.295.451  (100,0) | | 7.723.867  (100,0) | | 8.053.163  (100,0) | |
| **Nombre d'employés** | PME  (%) | | 17.460.668  (81,0) | | 17.791.969  (81,1) | | 18.492.614  (80,9) | | 18.956.294  (81,0) | |
|  | *Dont PCA*  *(%)* | *9.763.052*  *(45,3)* | | *10.018.424*  *(45,7)* | | *10.461.890*  *(45,8)* | | *10,740,812*  *(45.9)* | |
| GE (y inclues ETI)  (%) | | 4.082.866  (19,0) | | 4.143.034  (18,9) | | 4.372.877  (19,1) | | 4.454.605  (19,0) | |
|  | **Total**  **(%)** | | 21.543.534  (100,0) | | 21.935.003  (100,0) | | 22.865.491  (100,0) | | 23.410.899  (100,0) | |

Notes : - GE : Grandes Entreprises

- Les données sur les grandes entreprises incluent les ETI.

Source : Ministère des PME et des Startups

## Dans l’industrie manufacturière, les PME sont beaucoup moins productives que les grandes entreprises

L'industrie manufacturière est un moteur de croissance pour l'économie coréenne et est un secteur qui crée des emplois de qualité qui garantissent un revenu et une stabilité relativement élevés. En 2021, parmi les 71.511 entreprises manufacturières de plus de 10 employés, 3,1% étaient des grandes entreprises et 96,9% étaient des PME (Tableau 4), qui représentaient 33,0% et 67,0% de l’emploi cumulé de ces compagnies, respectivement. Malgré ce différentiel d’emplois, ce sont pourtant les grandes entreprises qui produisaient 68,6% de la production combinée, contre 31,4% pour les PME, et généraient 65,9% de la valeur ajoutée combinée, contre 34,1% pour les PME.

Dans le secteur manufacturier, si les grandes entreprises sont donc largement plus productives que les PME, un soutien politique aux PME reste amplement justifié eu égard à leur contribution en termes d’emplois, et dans une moindre mesure, en termes de production et de valeur ajoutée.

Tableau 4. Comparaison des PME et grandes entreprises manufacturières de plus de 10 employés

| Industrie manufacturière  (10 employés et plus) | | 2019 | 2020 | 2021 |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d'entreprises | PME  (%) | 67.377  (97,9) | 67.908  (97,9) | 69.309  (96,9) |
| GE (y inclues ETI)  (%) | 1.464  (2,1) | 1.438  (2,1) | 2.202  (3,1) |
| Total  (%) | 68.841  (100,0) | 69.346  (100,0) | 71.511  (100,0) |
| Nombre d'employés | PME  (%) | 2.040.814  (70,2) | 2.071.618  (71,8) | 1.949.843  (67,0) |
| GE (y inclues ETI)  (%) | 864.295  (29,8) | 813.510  (28,2) | 960.302  (33,0) |
| Total  (%) | 2.905.109  (100,0) | 2.885.128  (100,0) | 2.910.145  (100,0) |
| Montant de la production (milliards de KRW) | PME  (%) | 5.566  (36,0) | 5.653  (37,9) | 5.561  (31,4) |
| GE (y inclues ETI)  (%) | 9.883  (64,0) | 9.269  (62,1) | 12.166  (68,6) |
| Total  (%) | 15.449  (100,0) | 14.922  (100,0) | 17.727  (100,0) |
| Valeur ajoutée (milliards de KRW) | PME  (%) | 2.172  (39,1) | 2.270  (41,2) | 2.181  (34,1) |
| GE (y inclues ETI)  (%) | 3.377  (60,9) | 3.244  (58,8) | 4.208  (65,9) |
| Total  (%) | 5.548  (100,0) | 5.513  (100,0) | 6.389  (100,0) |

Notes : - GE : Grandes Entreprises

- Les données sur les grandes entreprises incluent les ETI.

Source : Bureau des statistiques.

## Les PME rémunèrent beaucoup moins leurs employés que les grandes entreprises ce qui contribue à leur problème de recrutement

Les PME coréennes font face à des problèmes de recrutement chroniques. L'une des raisons principale est l'écart de salaire entre les grandes entreprises et les PME (Tableau 5). Non seulement les revenus des travailleurs des grandes entreprises et des PME sont différents, mais l'écart de revenu augmente à mesure que la durée de service augmente. De ce fait, les jeunes préfèrent travailler pour les grandes entreprises et sont prêts à les rejoindre lorsqu’une opportunité se déclare, même s'ils sont déjà embauchés dans une PME. Par conséquent, il est nécessaire d'aider les PME à résoudre leurs difficultés à trouver du personnel en améliorant leur productivité et à améliorer leurs conditions d’emploi pour qu’elles représentent des alternatives d’embauche désirables pour les jeunes et les chercheurs d’emploi.

Tableau 5. Revenu par années de service selon la taille de l'entreprise à but lucratif (en milliers de KRW)

| Taille d'entreprise | Nombre d'années de service | 2016 | | 2022 | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Revenu moyen | Revenu médian | Revenu  moyen | Revenu  médian |
| Grande entreprise | Total | 4.760 | 4.060 | 5.910 | 4.870 |
| moins de 1 an | 2.170 | 1.660 | 3.090 | 2.520 |
| entre 1 et 2 ans | 3.580 | 2.870 | 4.580 | 3.660 |
| entre 2 et 3 ans | 4.080 | 3.340 | 4.920 | 3.880 |
| entre 3 et 5 ans | 4.620 | 3.980 | 5.310 | 4.390 |
| entre 5 et 10 ans | 5.170 | 4.610 | 6.210 | 5.190 |
| entre 10 et 20 ans | 6.770 | 6.140 | 8.130 | 7.200 |
| plus de 20 ans | 8.540 | 8.060 | 10.130 | 9.270 |
| PME | Total | 2.130 | 1.720 | 2.860 | 2.340 |
| moins de 1 an | 1.550 | 1.300 | 2.070 | 1.870 |
| entre 1 et 2 ans | 2.180 | 1.840 | 2.880 | 2.460 |
| entre 2 et 3 ans | 2.450 | 2.070 | 3.080 | 2.570 |
| entre 3 et 5 ans | 2.640 | 2.240 | 3.240 | 2.720 |
| entre 5 et 10 ans | 3.080 | 2.600 | 3.620 | 3.000 |
| entre 10 et 20 ans | 4.090 | 3.300 | 4.690 | 3.730 |
| plus de 20 ans | 5.390 | 4.130 | 6.490 | 4.750 |

Source : Bureau des statistiques.

## Une économie informelle importante

En 2021, il était estimé que l’économie informelle générait 26% du PIB de la République de Corée[[12]](#footnote-12). C’est un taux beaucoup plus élevé qu’aux États-Unis (8,5%) ou qu’au Japon (10,4%), ce qui signifie qu'une politique pour formaliser l'économie coréenne est nécessaire.

Une raison principale pour expliquer ce taux élevé est la proportion élevée de travailleurs indépendants[[13]](#footnote-13), qui sont un symbole du secteur informel. Bien que la proportion de travailleurs indépendants parmi l'ensemble des employés baisse (elle est passée de 27,4% en 1996 à 20,0% en 2023, voir Tableau 6), elle reste largement supérieure à celle des autres pays développés, qui est généralement inférieure à 10%. De plus, les travailleurs indépendants font partie des travailleurs les plus vulnérables, et le fait qu’ils privilégient les paiements en espèces complique la traçabilité de leurs revenus dans le système fiscal.

Tableau 6. Travailleurs indépendants en baisse (en milliers)

| Classement | | 1996 | 2006 | 2016 | 2023 |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Employé | | 20.853 | 23.188 | 26.409 | 28.416 |
| Travailleurs indépendants  (% par rapport au nombre d'employés) | | 5.710  (27,4) | 6.109  (26,3) | 5.614  (21,3) | 5.689  (20,0) |
|  | Travailleur indépendant avec employés | 1.605 | 1.630 | 1.584 | 1.420 |
| Travailleurs indépendants sans  employé | 4.105 | 4.479 | 4.030 | 4.269 |

Source : Bureau des statistiques.

Par conséquent, le gouvernement a instauré des mesures visant à réduire la proportion excessive de travailleurs indépendants et à promouvoir la salarisation des travailleurs indépendants, en combinant incitations et des réformes institutionnelles. Par exemple, même si l'assurance-emploi n'est pas obligatoire en République de Corée, le gouvernement incite les travailleurs indépendants à en souscrire une en subventionnant de 50 à 80% pendant 5 ans les primes d'assurance-emploi pour les travailleurs les plus vulnérables. L’expansion de l'assurance-emploi a joué un rôle important dans la formalisation de l'économie coréenne.

Par ailleurs, le gouvernement soutient les travailleurs indépendants dans leur transition vers le statut de PME, tout en les accompagnant dans la restructuration de leur endettement, leur réinsertion professionnelle ou la relance de leur activité.

Enfin, le développement du gouvernement numérique et de la e-formalisation basé sur le développement du secteur des TIC jouent également un rôle important dans la formalisation de l'économie coréenne.

## La précarisation de l’emploi est en hausse

Une autre cause importante, et structurelle, de l’informalité en Corée du Sud réside dans la précarisation croissante de l’emploi. Depuis la crise financière de 1997, le modèle de l’emploi à vie a été progressivement abandonné, au profit de formes d’emploi plus flexibles, perçues comme un levier de réduction des coûts pour les entreprises. Cette évolution a entraîné une hausse significative du nombre de travailleurs précaires, en particulier chez les femmes, les jeunes de moins de 29 ans et les personnes âgées de plus de 60 ans (voir Tableau 7).

Bien que les travailleurs irréguliers, ou précaires[[14]](#footnote-14), soient en général déclarés, ils disposent souvent d’une protection sociale réduite, et certains échappent partiellement à la fiscalité et aux régulations, se rapprochant de l’économie informelle. L’administration Moon Jae-in (2017-2022) avait affiché l’objectif de « zéro travailleur précaire » en promouvant leur titularisation, mais les effets se sont principalement concentrés sur le secteur public. Dans le secteur privé, le recours à l’emploi précaire reste structurel et continue de croître. De plus, l’essor rapide de l’économie des plateformes numériques a accentué cette tendance en introduisant de nouvelles formes d’emploi atypique souvent à la frontière de l’informalité.

Tableau 7. Proportion de travailleurs précaires par sexe et groupe d'âge (en pourcentage)

| Année | | 2013 | 2016 | 2019 | 2022 | 2024 |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Total | | 32,5 | 32,8 | 36,4 | 37,5 | 38,2 |
| Sexe | Hommes | 26,4 | 26,3 | 29,4 | 30,6 | 30,4 |
| Femmes | 40,6 | 41,1 | 45,0 | 46,0 | 47,3 |
| Groupe d'âge | 15~19 ans | 74,8 | 75,2 | 77,8 | 86,4 | 89,9 |
| 20~29 ans | 31,1 | 32,2 | 38,3 | 39,1 | 43,1 |
| 30~39 ans | 22,2 | 21,1 | 23,7 | 21,9 | 22,7 |
| 40~49 ans | 27,2 | 26,1 | 27,0 | 26,6 | 26,7 |
| 50~59 ans | 37,1 | 34,2 | 35,5 | 35,3 | 33,7 |
| plus de 60 ans | 67,3 | 67,9 | 71,6 | 71,3 | 69,7 |

Source : Bureau des statistiques.

# Les dispositifs de soutien aux PME

## Recruter mieux, et mieux recruter

### Des programmes de formation à l’entreprenariat inclus dans les programmes scolaires

Malgré certaines difficultés (voir Section 2.4), la République de Corée reste un pays favorables aux entreprises. Selon l'Institut britannique de recherche sur l'entrepreneuriat (GERA), la République de Corée se classait 8ème sur 49 pays en 2023, ce qui témoigne d’un dynamisme entrepreneurial persistant.

De fait, plus récemment, le succès des entreprises se situe dans le domaine digital, grâce au développement de l'économie de plateforme numérique qui est devenu la base de l'entrepreneuriat des start-up coréennes.

De plus, les programmes d’éducation scolaires incluent des programmes d'éducation à la création d'entreprise. Par exemple, le Korea Institute of Startup & Entrepreneurship Development (KISED) a élaboré le programme « école des jeunes », connu sous le nom de *Youth BizCool*. Ce programme vise à inculquer l'esprit d'entreprise aux élèves du primaire, du secondaire et aux lycéens, en mettant l'accent sur des valeurs telles que l'aspiration, le sens du défi et l'initiative, à travers une éducation pratique à la création d'entreprise. En 2019-2020, ce programme a bénéficié d'un financement de 6,7 milliards de KRW, et a été déployé dans près de 500 écoles[[15]](#footnote-15).

L'institution privée qui promeut le plus systématiquement l'éducation à l'entrepreneuriat est l'école d'entreprise Asan, lancée en 2016, gérée par la Fondation Asan, elle-même fondée par le chaebol Hyundai. C'est une plateforme éducative qui propose divers programmes et contenus éducatifs pour favoriser l'entrepreneuriat auprès des jeunes, des enseignants, des parents et des acteurs de l’éducation. En particulier, Asan Youth-Preneur est un programme destiné à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et à répandre la culture de l'entrepreneuriat dans le domaine éducatif, sur la base d’un accord avec le ministère de l'Éducation établi en 2022. Il existe également des programmes d'éducation à l'entrepreneuriat gérés par des organisations économiques privées et des universités.

D'autre part, l'Agence de promotion des PME a créé le Centre de K-Entrepreneuriat en 2022 qui organise des stages sur le terrain, des concerts et des forums de jeunes.

### Les soutiens à la main d’œuvre des PME

Avec la crise financière de 1997, le concept « d'emploi à vie » a disparu et l'instabilité de l'emploi s'est amplifiée. En conséquence, l'administration Roh Moo-hyun (2003-2008), a œuvré à mettre en place un environnement commercial équitable, propice à des partenariats durables entre grandes entreprises et PME, et la création d'emplois est établie comme objectif national majeur.

D’une part, l'administration Roh a reconduit une politique de soutien des start-up de l'administration Kim, tout en la renommant politique des « PME innovantes ». Afin d'aider les PCA, le gouvernement a créé l'Agence de promotion des PCA (2005) et l'Agence de gestion du marché (2004).

D’autre part, en 2003, une loi spéciale sur l'aide à la main-d'œuvre des PME (Encadré 3) a été promulguée pour soutenir la main-d'œuvre des PME qui font face à des salaires relativement bas, des conditions de bien-être insuffisantes et des conditions de travail médiocres. Des politiques de soutien pour les salariés des PME ont été mises en œuvre, tels le « projet de recrutement des jeunes »[[16]](#footnote-16) ou le « plan de formation de la main-d'œuvre fonctionnelle par le biais des lycées industriels »[[17]](#footnote-17).

En mai 2004, une loi spéciale sur le chômage des jeunes a été promulguée en raison de l'augmentation du taux de chômage des jeunes. Un système d'obligation d'embauche des jeunes a été mis en place, selon lequel au moins 3% des employés embauchés chaque année par les établissements publics doivent être des jeunes chômeurs. En particulier, pour la première fois, une politique régionale de l'emploi a été mise en place, basée sur des partenariats locaux et tenant compte des spécificités locales, pour promouvoir le développement des services de l'emploi et des mesures pour l'emploi personnalisées.

Encadré 3. Résumé de la loi spéciale sur l'aide à la main-d'œuvre des PME

|  |
| --- |
| La loi spéciale sur l'aide à la main-d'œuvre des PME a été promulguée en 2003 et appliquée depuis 2004. En raison de facteurs structurels tels que le bas niveau des salaires, le mauvais environnement du marché du travail et la tendance à refuser l'emploi dans les PME, il existe des tensions à l’embauche qui aboutissent à des tensions à l’embauche et à une diminution de la compétitivité. La loi spéciale sur l'aide à la main-d'œuvre des PME a été établie pour répondre à ces défis.  Le point principal est d'abord l'établissement et la promotion d'un plan de soutien aux salariés des PME : établir et mettre en œuvre un « plan d'aide à la main-d'œuvre des PME », établir un « Comité d'aide à la main-d'œuvre des PME » et mener une enquête annuelle sur la situation de la main-d'œuvre des PME.  Deuxièmement, afin de faciliter l’ajustement de l'offre et la demande de main-d'œuvre des PME, le gouvernement assure la formation de la main-d'œuvre nécessaire aux PME par une coopération industrie-université, des projets d'acquisition d’expérience professionnelle au sein des PME, un centre commun de formation pour les PME, le soutien aux PME à la formation à distance, l'aide à l'emploi des jeunes chômeurs dans les PME, l’utilisation stable de la main-d'œuvre étrangère, l'exception au cumul d'emplois, l'exception pour la création et la reconnaissance d'un laboratoire rattaché à une entreprise, des stages en PME pour les retraités de l'armée et l’aide aux PME dans leur recherche de main d’œuvre.  Troisièmement, afin d'améliorer la structure des ressources humaines des PME, le gouvernement soutient la mise en œuvre des mesures d'amélioration de la structure de la main-d'œuvre, de projets de création d'emplois et d’amélioration de la productivité des PME, et d’échanges internationaux de main-d'œuvre technique.  Quatrièmement, afin d’inciter les chercheurs d’emploi à se tourner vers les PME, le gouvernement soutient des services sociaux collectifs, chargés de résoudre les problèmes associés à l’emploi en PME, au travers notamment de campagnes de sensibilisation aux avantages des PME, de la facilitation de création d'entreprise par les travailleurs des PME, d’encouragement à la réduction du temps de travail, de la mise à disposition de logement, d’aides financières et fiscales, d’avantages pour les micro entreprises en matière de cout de la main-d'œuvre, du traitement préférentiel des micro entreprises pour le développement des compétences et du traitement préférentiel accordé aux micro entreprises pour l'aide financière aux travailleurs qui vont à l'école. |

### Les aides pour l'emploi des jeunes dans les PME

Les conditions de travail dans les PME ne sont pas au niveau de celles des grandes entreprises. En conséquence, les jeunes préfèrent rester au chômage le temps de trouver un meilleur emploi en grande entreprise plutôt que de travailler dans une PME, qui souffrent, du coup, de pénuries chroniques de main-d'œuvre. Pour pallier ces pénuries, le ministère de l'Emploi et du Travail et celui des PME et des Start-up aident les jeunes à trouver un emploi dans les PME en offrant d’une part des possibilités d’up-skilling, au travers de formation de main d’œuvre spécialisée, mais aussi au travers d’avantages en nature, tels l’accès au logement. ainsi que des incitation pour promouvoir le travail en

Par ailleurs, plusieurs dispositifs visent à faciliter l’insertion des jeunes dans les PME. Le ministère de l’Emploi et du Travail propose un accompagnement personnalisé dès le lycée et l’université afin de favoriser leur accès à l’emploi. En élargissant les formations destinées aux futurs salariés, il met également en place des programmes d’immersion professionnelle pour combiner apprentissage et expérience de terrain. Le programme K-Move, qui soutient les jeunes dans leurs projets d’emploi ou de création d’entreprise à l’étranger, y compris à travers des aides à la formation à l’international, bénéficie d’un appui croissant.

La Figure 8 résume les principaux projets du ministère de l'Emploi et du Travail et du ministère des PME et des Startups pour la promotion de l'emploi des jeunes. Le Tableau 8 résume également les mesures spécifiques pour chaque projet pour soutenir l'emploi des jeunes.

Figure 8. Principaux projets du gouvernement pour augmenter l'emploi des jeunes

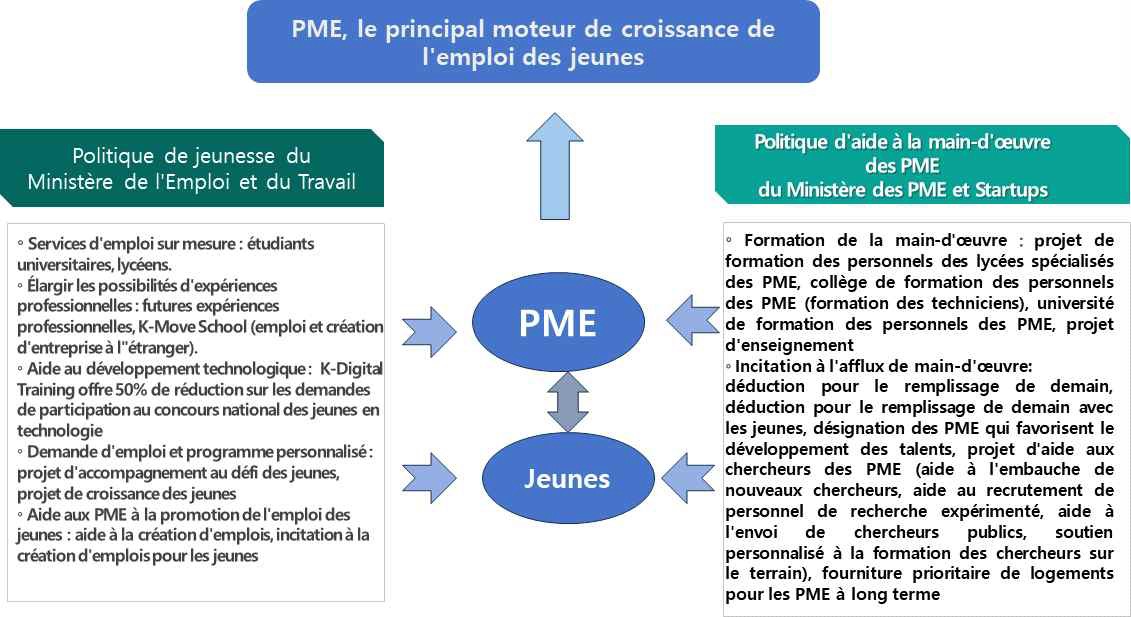


Tableau 8. Dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes, par ministère

| Type | Programmes et/ou bénéficiaires | Mesure |
| --- | --- | --- |
| **Ministère de l'Emploi et du Travail** | | |
| Service d’emploi sur mesure | Étudiants universitaires | * Prise en charge des frais de fonctionnement tels que les frais de personnel et de programme * Projet de *build-up* : soutien à la recherche et à la conception d'emplois et de carrières, mise en place d'un portefeuille d'emplois prometteurs et soutien au développement de compétences autonomes des jeunes * Projet de *Jump-up* : mise en place d'un plan d'action pour l'emploi basé sur le diagnostic de la capacité d'emploi, prise en charge par forfait de services personnalisés tels que formation, couplage d'expériences professionnelles, compétences professionnelles. Allocation de suivi et de participation pour un an (centrée classes supérieures) |
| Lycéens  (lycées spécialisés, jeunes non diplômés, etc.) | * Fournir des services personnalisés à l’emploi tels que l’orientation professionnelle, la planification et la gestion de la mise en œuvre des activités d'emploi, le suivi après l'obtention du diplôme, la formation professionnelle et l'acquisition d’expérience professionnelle  1. Soutien à la recherche d'emploi et d'emploi basé sur l’IA, 2. Soutien à la conception personnalisée de portefeuille d'emplois, 3. Plan d'action personnalisé, 4. Assistance à l’intégration professionnelle 5. Soutien des programmes d'aide à l'emploi |
| Élargir les possibilités d’acquisition d’expériences professionnelles | Futures expériences professionnelles | * Offrir une variété de programmes d’acquisition d'expérience de travail adaptés aux besoins des jeunes chômeurs âgés de 15 à 34 ans  1. (Type stage) Soutenir le renforcement des capacités de travail pratiques tout en effectuant directement des tâches dans des entreprises nationales et étrangères exceptionnelles 2. (Type de projet) Soutenir le renforcement des compétences professionnelles par la réalisation de projets pratiques basés sur le travail d'entreprise 3. (Type de support ESG) Soutenir des programmes d'aide à l'emploi des jeunes tels que l'expérience de travail et la formation professionnelle menés par des entreprises au niveau de la gestion ESG 4. (Type exploration d'entreprise) Visiter les entreprises et aider à établir des carrières et à explorer des emplois par l'expérience professionnelle, le mentorat des titulaires et la conversation avec le PDG et les responsables des ressources humaines |
| K-Move School | * Trouver des emplois de qualité à l'étranger et les relier aux chômeurs de moins de 34 ans grâce à une formation linguistique et professionnelle personnalisée * Un maximum de 13,5 millions de KRW par personne, y compris les frais d'éducation, etc. |
| Aide au développement technologique | K-Digital Training | * KT/Samsung, des établissements de formation privés innovants et d'excellentes universités participent à divers programmes de formation. * Si les jeunes de moins de 34 an passent le test national de qualification technique de l'Agence coréenne des ressources humaines, 50% des frais d'examen seront pris en charge à l'avance. * Limité à un total de trois aides par personne et jusqu'à épuisement des subventions |
| Demande d'emploi et programme personnalisé | Projet de support au défi des jeunes découragés ni en éducation, formation ou emploi | * Identifier et aider à l’insertion sur le marché du travail les jeunes qui sont découragés de chercher un emploi et les motiver à chercher un emploi en offrant des programmes personnalisés pour les renforcer et leur redonner confiance en eux-mêmes. * Recherche et recrutement de jeunes découragés en recherche d'emploi → Offrir et transférer des programmes personnalisés pour motiver la participation aux activités sociales → Soutien à la promotion de l'emploi, à la formation professionnelle, etc. |
| Programme de développement des jeunes | * Le ministère de l'Emploi, du Travail et des collectivités locales collabore pour prévenir les incitations à la recherche d'emploi des jeunes chômeurs * Pour les jeunes de 15 à 34 ans, les objectifs spécifiques de l'aide sont fixés de manière autonome par les communes qui implémentent le programme. * (Gestion de café jeunesse) Offrir des programmes personnalisés axés sur la communauté pour soutenir le quotidien et le maintien de l'envie d'emploi afin de prévenir les découragements des jeunes et lier les politiques d'emploi nécessaires. * (Fournir l'infrastructure) Fournir des infrastructures telles que des espaces et des installations adaptés aux jeunes nécessaires à la psychologie des jeunes * (Programme offert) Concevoir et proposer des programmes personnalisés grâce à une consultation initiale, Aide psychologique aux jeunes épuisés (jusqu'à 10 par personne), Ouvrir et offrir divers programmes répondant aux conditions d'emploi et de résidence des jeunes de la région * (Soutien de suivi) Soutenir étroitement les politiques d'emploi des jeunes et gérer l'état de l'emploi des participants. * (Aide à l'adaptation au travail) Formation culturelle organisationnelle favorable aux jeunes et soutien à l'adaptation au travail pour les nouveaux employés : CEO d'entreprises bénéficiant d'une aide prioritaire, cadres intermédiaires, responsables des ressources humaines et nouveaux employés (jeunes âgés de 15 à 34 ans) dans l'année qui suit leur embauche. |
| Aide aux PME pour l’embauche des jeunes | Aide à la création d'emplois | * Employeurs qui embauchent des personnes vulnérables à l'emploi * Entre 300.000 wons et 600.000 de KRW par mois pour chaque nouvel employé (payés tous les six mois dans la limite d'un an) |
| Incitation à la création d'emplois pour les jeunes | * Promouvoir l’embauche des jeunes en soutenant l'expansion de l'emploi des entreprises et en favorisant l'emploi des jeunes. * Jusqu'à 600.000 de KRW par mois pour chaque nouveau jeune embauché et 4,8 millions de KRW pour deux ans de service après avoir embauché un employé à plein temps, jusqu'à 12 millions de KRW pour deux ans. |
| **Ministère des PME et des Startups** | | |
| Formation de la main-d'œuvre | Projet de formation des personnels des lycées spécialisés des PME | * Formation professionnelle adaptée aux PME qui reflète la demande de sites industriels spécialisés afin de favoriser la main-d'œuvre hautement spécialisée et l'emploi en PME. * Gérer des programmes éducatifs sur le terrain, renforcer les capacités d'emploi, relier les emplois et améliorer l'esprit de spécialisation. |
| Collège de formation des personnels des PME (formation de techniciens) | * Former systématiquement le personnel technique spécialisé sur le terrain des PME pour les aider à trouver un emploi grâce à la gestion d'un programme de formation lié entre lycée et université (2+2 ans), * (Étudiant) Il est sélectionné pour entrer en 2ème ou 3ème année de lycée professionnel, suit une formation de 4 ans jusqu'à la fin de l'université, pour être embauché. * (PME) Les PME peuvent participer au programme d'académie technique (conception de programme d'études, expérience de terrain, conférence du PDG, recrutement de personnel) en consultation avec le spécialiste de la gestion de groupe. |
| Université de formation des personnels des PME  (Département des contrats des PME) | * Améliorer les compétences professionnelles des employés en établissant des programmes de diplôme (baccalauréat professionnel-doctorat) requis par les entreprises et en soutenant les frais de scolarité pour que les titulaires ou les personnes embauchées puissent suivre une formation de deux ans. * (Étudiant) Aide pour les frais d’inscription : pour les bacheliers, 85% des droits d'inscription de référence, les doctorants moins de 65%, et prise en charge totale des frais de scolarité pour l'embauche et la rééducation simultanées conditionnelles * (Université) Fournir 35 millions de KRW par semestre pour les frais de fonctionnement du département. * (Entreprise) Amélioration de la capacité des travailleurs, réinsertion professionnelle de longue durée (un à deux ans de travail obligatoire après l'obtention du diplôme), Affectation de points supplémentaires pour la participation aux affaires du gouvernement |
| Projet d'enseignement | * Six centres de formation professionnelle pour les PME à travers le pays afin de soutenir la formation des talents des PME qui ont du mal à sécuriser l'infrastructure éducative. * (Formation pour l'amélioration des compétences professionnelles) Formation dans les nouvelles industries numériques, les technologies de base, la gestion de la qualité. * (Formation politique) Formation liée aux politiques gouvernementales liées aux PME, formation à l'emploi, formation à l'exportation, etc. * (Stage sur mesure) Concevoir et gérer des programmes de formation personnalisés en fonction des besoins éducatifs et de formation de l'entreprise. * (Formation en ligne) Des programmes d'auto-éducation basés sur le web et le mobile |
| Attirer la main d’œuvre vers les PME | Allègement des charges fiscales | * La déduction est versée sous forme d'indemnité de performance aux travailleurs qui ont travaillé plus de cinq ans en ajoutant des intérêts aux prélèvements accumulés conjointement par les employeurs et les salariés des PME. * Prélèvement à la source : plus de 20 millions de KRW (plus de 340.000 de KRW par mois) cumulés sur cinq ans par l’employeur et les salariés (payer au taux de 2 : 1 ou plus) * Montant épargné : plus de 20 millions de KRW sur 5 ans * (PME ou ETI) La reconnaissance de la déduction (dépenses nécessaires) et le crédit d'impôt pour les frais de développement du personnel (25% du montant payé) concernent le paiement. * (Salariés) Réduction de 50% de l'impôt sur le revenu sur les cotisations des entreprises (30% pour ETI) à l'échéance de 5 ans. |
| Allègement des charges fiscales pour l’embauche des jeunes | * La déduction est versée sous forme d'indemnité de performance aux travailleurs qui ont travaillé pendant trois ans en ajoutant des intérêts aux prélèvements accumulés conjointement par les employeurs et les salariés des PME. * Cotisation déductions : les employeurs et les salariés ont cumulé 10,8 millions de KRW sur trois ans. * (Salariés) 5 millions de KRW sur 3 ans (140.000 de KRW par mois x 36 mois) * (Entreprise) 5 millions de KRW sur 3 ans (140.000 de KRW par mois x 36 mois) * Montant mis de côté : 10,1 millions de KRW pour 3 ans. |
| Désignation des PME qui favorisent le développement des talents | * Les conditions de candidature : les PME qui encouragent de manière exemplaire les talents par le recrutement de personnes hautement qualifiées. * Préférence : lors d'une évaluation écrite, des points supplémentaires sont accordés aux entreprises qui ont participé à des projets de formation des travailleurs, aux entreprises qui détiennent des miles de coopération industrie-université. * Attribution de points supplémentaires lors de la participation aux projets de soutien aux PME (exportation, R&D, entreprises désignées pour le service militaire, etc.) * Réduction de 50% des frais de formation lors de la participation à la formation de l'Agence de promotion des PME * Exploitation d'un centre de recrutement réservé aux PME de type développement des ressources humaines sur la plateforme de recrutement |
| Projet d'aide aux chercheurs des PME (aide à l'embauche de nouveaux chercheurs) | * Améliorer la compétitivité des PME en matière d'innovation technologique et créer des emplois pour les jeunes en soutenant le recrutement de nouveaux chercheurs en sciences et en génie. * Admissibilité : Les jeunes de moins de 39 ans qui ont obtenu leur doctorat il y a moins de 5 ans. * Préférence : 50% de PME sélectionnées dans les zones régionales, 30% de femmes chercheuses, 50% de personnel diplômé et diplômé en R&D, jusqu'à 3 ans, 1 bachelier et doctorant par entreprise. * Les PME de matériaux, pièces et équipements peuvent accueillir jusqu'à deux personnes, une recrue + une grande expérience par entreprise, pendant trois ans |
| Projet d'aide aux chercheurs des PME (aide à l'embauche de personnel de recherche expérimenté) | * Renforcer les capacités de développement technologique des PME et créer des emplois grâce à l'aide au recrutement de chercheurs expérimentés. * 50% de prise en charge annuelle jusqu'à 3 ans * Les PME de matériaux, pièces et équipements peuvent accueillir jusqu'à deux personnes, ‘une recrue + une grande expérience’ par entreprise pendant trois ans |
| Aide aux PME et aux chercheurs (aide à l'envoi de chercheurs publics) | * Renforcement des capacités d'innovation technologique par le transfert de savoir-faire technologique, le soutien à la R&D et en détachant des chercheurs publics dans des PME. * Aide complémentaire à la prolongation : 60% du salaire annuel (gouvernement) si le personnel détaché est embauché à temps plein dans une entreprise et que des incitations distinctes sont accordées à cette dernière (10% gouvernement, 5% entreprises). * Jusqu'à quatre ans (2+2 ans), le soutien au programme du Centre d'innovation du personnel de recherche pour la formation de personnel de recherche sur mesure pour les PME. |
| Projet d'aide aux chercheurs des PME (soutien personnalisé à la formation des chercheurs sur le terrain) |
| Fourniture prioritaire de logements pour les salariés des PME en CDI | * Les membres d'une famille sans domicile qui travaillent dans une PME et qui ont travaillé dans une PME pendant plus de cinq ans ou plus dans une même PME pendant plus de trois ans. |

Encadré 4. Aide en espèces pour promouvoir l’embauche des jeunes dans les PME confrontées à des difficultés de recrutement

|  |
| --- |
| Le ministère de l'Emploi et du Travail fournit un soutien financier direct pour réduire l'écart salarial entre PME et grandes entreprises et alléger le coût de la vie des jeunes afin d'inciter les jeunes à trouver un emploi dans des PME. Un jeune Coréen âgé de 15 à 34 ans qui obtenait un emploi à temps plein dans une PME confrontée à des difficultés de recrutement entre le 1er octobre 2023 et le 30 septembre 2024 pouvait bénéficier de la « subvention jeunesse pour combler les postes vacants ». Cette aide financière s’élevait à 1 million de wons après 3 mois de service, et jusqu’à 2 millions de wons après 6 mois de service. De plus, le ministère de l'Emploi et du Travail verse une « prime d'encouragement à l’embauche des jeunes » pour inciter les PME à recruter des jeunes. En tant que PME de 5 employés ou plus, si une entreprise admissible embauche un jeune qui a du mal à trouver un emploi, elle recevra jusqu'à 12 millions de KRW en coûts de main-d'œuvre pendant deux ans. En d'autres termes, les PME peuvent recevoir jusqu'à 7,2 millions de KRW par an s'ils emploient des jeunes pendant un an et jusqu'à 4,8 millions de KRW s'ils les maintiennent pendant 2 ans.  Comme ce projet est en cours de réalisation, il est encore trop tôt pour évaluer ses effets concrets sur l'emploi des jeunes. Cependant, comme les emplois qui reçoivent ce genre de soutien ne sont pas de bons emplois, les jeunes ont tendance à ne pas vouloir de ce programme, de sorte qu'il y a des critiques sur l'efficacité de ce projet. En fin de compte, la politique d'aide à l'emploi via une aide en espèces directe peut être utilisée temporairement, mais elle n'est pas efficace et il y a des limites à l'expansion et au maintien de l'entreprise en raison des limites financières. |

### Les aides fiscales pour favoriser le recrutement des PME

Il existe un système d'aide fiscale afin de promouvoir et maintenir l'emploi des PME même si elles sont en difficulté. Le gouvernement a mis en place diverses aides fiscales pour les PME dans la loi spéciale sur la limitation fiscale. Le Tableau 9 résume les politiques de soutien fiscal des PME en rapport avec l'emploi.

Tableau 9. Aide fiscale liée à l'emploi des PME

| Aide fiscale | Résumé |
| --- | --- |
| Crédit d'impôt emploi intégré (introduit en 2024) | Le « crédit d'impôt intégré pour l'emploi » est en place depuis 2023. Il intègre cinq systèmes d'aide à l'emploi centrés sur le crédit d'impôt. Ce crédit est déduit de l'impôt sur le revenu (ou de l’impôt sur les sociétés) pour les entreprises dont le nombre de salariés à temps plein a augmenté d’une année sur l’autre. Le crédit d'impôt est accordé par salarié pour 3 ans pour les PME, 2 ans pour les grandes entreprises. Des prélèvements supplémentaires s'appliquent en cas de la titularisation à temps plein de travailleurs à temps partiel. |
| Crédit d'impôt pour les entreprises qui augmentent l'emploi | L'impôt sur les sociétés (ou l’impôt sur le revenu) est réduit si le nombre de travailleurs réguliers dans l'année d'imposition a augmenté par rapport à l'année précédente. Le contenu est identique au crédit d'impôt pour emploi nouvellement créé. |
| Crédit d'impôt pour contribution sociale aux PME | Il est imposé sur l'impôt sur le revenu (ou l'impôt sur les sociétés) pour les PME dont le nombre de salariés permanents a augmenté d’une année sur l’autre, jusqu'en 2024. En cas d'embauche de jeunes et de femmes en interruption de carrière, 100% des cotisations sociales de l'employeur sont déduites, et 50% à 75% des cotisations sociales de l'employeur sont déduites s’ils embauchent des travailleurs réguliers autres que jeunes ou femmes en interruption de carrière. |
| Crédit d'impôt pour jeunes et femmes employées en interruption de carrière | Les PME ou les ETI qui ont signé un contrat de travail avec une femme en rupture de carrière pendant plus d'un an sont déductibles de l'impôt sur le revenu (ou l’impôt sur les sociétés) pour l'année d'imposition. |
| Crédit d'impôt pour les entreprises qui augmentent le revenu gagné | Jusqu'à fin 2025, si le nombre de travailleurs permanents est supérieur à celui de de l'année d'imposition précédente, 20% de l'augmentation moyenne du salaire excédentaire sur les trois années précédentes (10% pour les ETI) est déduit de l'impôt sur le revenu (ou l’impôt sur les sociétés) de l'année d'imposition. Il en est de même pour l'augmentation du nombre de travailleurs réguliers. |
| Exception spéciale pour la taxation des PME qui maintiennent l'emploi | Afin de soutenir le maintien de l’emploi dans les PME jusqu’à l’exercice fiscal se terminant au 31 décembre 2026, un dispositif fiscal permet de compenser les entreprises qui choisissent d’augmenter le salaire horaire et de préserver l’emploi permanent, plutôt que de réduire le salaire annuel brut par une diminution du temps de travail des salariés réguliers. Dans ce cadre, deux types d’allègements sont prévus :  Pour les travailleurs, une déduction équivalente à 50 % de la réduction annuelle de salaire est appliquée.  Pour les entreprises, un crédit d’impôt est accordé, correspondant à un pourcentage de la masse salariale maintenue grâce à l’augmentation du salaire horaire, calculé comme suit :       (montant total de la réduction annuelle × 10 %) + (15 % de la part salariale liée à l’augmentation horaire).  Ce montant est déductible de l’impôt sur les sociétés ou de l’impôt sur le revenu. |
| Crédit d'impôt sur la rémunération au rendement des PME qui partagent la performance[[18]](#footnote-18) | 15% de la performance de l'entreprise est déduite d'impôt. |
| Réduction d'impôt sur le revenu sur le montant de la caisse de compensation de performance[[19]](#footnote-19) | 50% de l'impôt sur le revenu prélevé sur les contributions supportées par les PME (30% pour les ETI) et 90% de l'impôt sur le revenu pour les jeunes (15 à 34 ans) (50% pour les ETI) |
| Réduction d'impôt sur le revenu des PME | Pour les jeunes, les personnes de plus de 60 ans, les handicapés et les femmes en interruption de carrière dans employés dans les PME, 70% de l'impôt sur le revenu est réduit sur le revenu gagné par l'entreprise. |

## Aider les PME à se développer

### Pour des PME plus productives

En 2022, l'OCDE classait la République de Corée au 33ème rang pour la productivité du travail. Malgré le soutien continu du gouvernement aux PME, l'écart de productivité entre les grandes entreprises et les PME s'est creusé. La productivité des PME par rapport aux grandes entreprises est passée de 41,6% en 2001 à 30,2% en 2021, et celle des services de 57,4% en 2007 à 44,9% en 2021. L'écart de productivité du travail entre les PME et les grandes entreprises conduit à une double structure sur le marché du travail, ce qui entraîne une disparité aux niveaux des salaires et de la sécurité de l'emploi.

Le gouvernement propose un ensemble de dispositifs et de programmes de soutien pour augmenter la productivité des PME (Tableau 10). Ces mesures incluent notamment à la mise à disposition de fonds publics et visent à stimuler la création de valeur ajoutée et à réduire les coûts opérationnels grâce à l’innovation technologique et à la digitalisation des processus.

Tableau 10. Programmes d’aide au développement technique et à la transition numérique des PME

| Type | Programme | Résumé |
| --- | --- | --- |
| Soutien financier au développement technologique | Développement de la technique de croissance d'une entreprise (R&D) | Soutenir la R&D stratégique afin de promouvoir la croissance des start-up innovantes et de soutenir le développement technologique |
| Développement de l'innovation technologique dans les PME | Promouvoir la croissance des entreprises en soutenant la R&D afin que les PME puissent se développer grâce à la technologie |
| Conférence entre l'industrie et les universités sur la R&D coopérative | Soutenir la R&D coopérative entre les PME et les universités ou les instituts de recherche dans le but de promouvoir la croissance de l'innovation et la création d'emplois par la promotion de la R&D coopérative entre l'industrie et l'université |
| Projet de développement de technologies d'innovation de fabrication intelligente | Soutenir le développement d'une technologie d'offre de fabrication intelligente pour améliorer l'innovation de fabrication intelligente et accroître la compétitivité des fournisseurs d'usines intelligentes |
| Renforcement des capacités de développement technologique et soutien des infrastructures | Projet d'assistance aux services intelligents pour les PME | Soutenir l'innovation dans les services des PME utilisant les TIC de pointe telles que le big data et l'IA pour améliorer l'efficacité du travail, augmenter la valeur des services et créer de nouvelles entreprises |
| Système de désignation des produits innovants des PME | Évaluer et examiner la publicité et l'innovation des produits développés dans le cadre du projet d'aide à la R&D des PME ou des produits sélectionnés dans le système d'achat pilote et les désigner comme produits innovants |
| Aide au développement des transferts technologiques dans les PME | Pour encourager l’innovation technologique au sein des PME, il est essentiel de structurer un marché efficient des transferts de technologies et de soutenir activement la réussite de leur commercialisation. |
| Prolifération des usines intelligentes et prévention des fuites technologiques | Innovation dans les processus de fabrication | Améliorer les systèmes existants afin d'augmenter le niveau d'utilisation et de diffusion des usines intelligentes déjà construites et d'aider à la construction et à la mise en place de systèmes de connectivité plus avancés |
| Collaboration numérique | Soutenir la construction d'une usine intelligente de type consortium interconnecté basé sur des données multilatérales telles que les usines et les entreprises afin d'atteindre des objectifs communs centrés sur les entreprises représentatives |
| Aide à la construction d'usines autonomes | Aide à la construction d'usines autonomes qui minimisent l'intervention des travailleurs, telles que le contrôle en temps réel basé sur l'IA et le Digital Twin, l'analyse et la prévision |
| Soutien à l'innovation de fabrication utilisant des robots | Aider les fabricants à améliorer la productivité grâce à l'introduction de robots tels que le conseil en robotique, l'introduction de robots et l'éducation à l'utilisation de robots |
| Système de vérification du niveau des usines intelligentes | Inciter les PME à construire et à améliorer leurs usines intelligentes et à diagnostiquer le niveau de leurs usines |
| Projet de support pour les usines intelligentes | Aider les entreprises qui introduisent des usines intelligentes à résoudre les difficultés d'exploitation telles que le remplacement de pièces et la mise à jour de logiciels |
| Projet d'assistance à l'utilisation de Smart Meister | Le ministère des PME et des Start-up et les gouvernements locaux sélectionnent des entreprises pour fournir des usines intelligentes |
| Test de capacité des fournisseurs d'usines intelligentes | Fournir des informations de diagnostic objectives sur les fournisseurs pour renforcer leurs capacités volontaires et promouvoir la construction d'usines intelligentes de qualité |
| Projet d'assistance au développement de solutions globales pour les usines intelligentes dans le cloud | Encourager le développement de solutions sous forme de services en cloud et de modules intégrés, afin de permettre une interconnexion continue, des ajouts progressifs et des améliorations constantes des outils nécessaires à la transition intelligente de l’industrie. |
| Renforcement des capacités de protection technologique des PME | Aider les PME à construire des systèmes de piratage en ligne, de contrôle de sécurité (service de protection technologique) et de sécurité physique (système de prévention des fuites technologiques) pour prévenir les fuites et le vol de technologies clés |
| Éliminer le piratage technologique des PME | Afin d'éviter que les technologies de base ne soient piratées, renforcer les capacités de protection technologique des PME et l'arbitrage pour résoudre rapidement et sans heurts les différends technologiques |
| Encourager les entreprises leaders de la protection technologique et soutenir la récupération des dommages | Soutenir l'amélioration de la capacité des PME à réagir au détournement de technologies en favorisant et en diffusant des PME d'excellence en protection technologique et en mitigeant les dommages causés par les violations technologiques |

Source : auteur.

### Les soutiens à l'internationalisation des PME

Dans le cadre de sa stratégie de croissance axée sur les exportations, le gouvernement coréen met en place diverses mesures pour soutenir les PME dans leur développement à l’international. Parmi ces dispositifs figurent la distribution de bons à l’exportation, la coopération avec de grandes entreprises pour accéder aux marchés étrangers, ainsi que le renforcement du rôle des bureaux à l’étranger en tant que relais d’appui aux exportations (Tableau 11).

Tableau 11. Aide à l'exportation des PME

| Projet | Résumé |
| --- | --- |
| Bon d'exportation | Développer l'exportation des PME et les encourager à devenir des leaders d'exportation en soutenant des services de marketing à l'étranger personnalisés aux PME nationales et à l'exportation |
| Consortium d'exportation | 70% des frais communs pour l'expansion à l'étranger sont supportés en trois étapes : préparation préalable, envoi sur place et post-gestion pour chaque consortium de l'industrie |
| Entrée sur le marché de l'exportation de e-commerce | Aider les PME à entrer sur le marché d'exportation en ligne grâce à l'aide à la vente mondiale et à leurs centres commerciaux, à la logistique commune et aux forfaits d'exportation en ligne |
| Projet d'aide à l'obtention de la certification des normes étrangères | Soutient les frais d'examen et de certification, les frais d'examen d'usine et les frais de consultation nécessaires à l'obtention de la certification des normes étrangères requises par le pays exportateur |
| Projet 1000+ pour les PME mondiales | Afin de construire une échelle de croissance par taille d'exportation, les PME à potentiel de croissance sont sélectionnées comme ‘entreprise désignée pour le projet mondial des PME’ |
| Aide aux grandes entreprises et aux PME à entrer ensemble | Projets qui soutiennent l'expansion du marché des PME à l'étranger en utilisant les réseaux et les infrastructures étrangères (grandes entreprises, institutions publiques, entreprises leaders de l'industrie, etc.) |
| Centre mondial des affaires | Soutenir les PME et les start-up qui souhaitent entrer sur le marché étranger avec des bureaux, des programmes locaux spécialisés, etc. |

Plusieurs institutions jouent un rôle clé dans le soutien à l’exportation et à l’internationalisation des PME coréennes. La Banque d’import-export de Corée propose notamment des programmes pour accompagner les jeunes entreprises exportatrices, financer les technologies, et soutenir prioritairement les industries de pointe. La Korea Trade Insurance Corporation (K-SURE) contribue à réduire les risques liés aux échanges internationaux pour les PME en offrant divers dispositifs de garantie : assurance-crédit à l’export, couverture des risques d’impayés à l’étranger, et services de recouvrement. De son côté, l’Agence coréenne de promotion du commerce et de l’investissement (KOTRA) dispose de bureaux dans les principaux pays partenaires afin d’accompagner les entreprises coréennes à l’export. Elle organise des salons internationaux, met en relation acheteurs et fournisseurs, et fournit un accompagnement à l’implantation à l’étranger. Enfin, l’Association coréenne du commerce extérieur, bien qu’étant une organisation privée regroupant des entreprises commerciales, est très active dans la mise en œuvre de programmes soutenus par le gouvernement.

L'annexe 2 résume les principales activités de ces institutions.

### Revitalisation des entreprises à capital-risque appuyé par le gouvernement

Les entreprises à capital-risque désignent des PME à forte intensité technologique, présentant un potentiel de croissance élevé. Il s'agit généralement de sociétés innovantes développant des technologies ou des idées de pointe, et répondant aux critères définis par l'article 2-2 de la Loi sur les mesures spéciales de promotion des entreprises à capital-risque. Pour être reconnue comme telle, une entreprises à capital-risque doit remplir l'une des trois conditions suivantes : être soutenue par un investisseur en capital-risque, être axée sur la R&D, ou relever du type de croissance innovante. L’obtention du statut passe par une évaluation sur le terrain menée par une agence agréée, suivie d'une délibération et d’un vote par le comité de certification compétent. Une fois certifiée, l’entreprise peut bénéficier de nombreux avantages : allègements fiscaux, facilités de financement, soutien à l’implantation et à la main-d’œuvre. Le nombre de ces entreprises est passé de 2.042 en 1998 à 40.081 en 2023.

En 2023, environ 80 % des entreprises financées par du capital-risque appartenaient aux secteurs de la fabrication, du traitement de l’information et des logiciels. Cette concentration sectorielle s’est toutefois améliorée depuis 1999 où 95,8 % de ces entreprises relevaient exclusivement de ces trois secteurs. L’élargissement progressif à d’autres domaines témoigne d’une plus grande diversité parmi les entreprises soutenues par le capital-risque.

Le soutien aux entreprises à capital-risque a contribué à surmonter la crise financière de 1997 et à encourager l'innovation dans l'écosystème des PME. Cependant, certaines critiques soulignent qu’un soutien excessif du gouvernement provoque un risque moral pour les entreprises et les organismes d'investissement intermédiaires. De plus, les coûts administratifs sont élevés dans le processus d'application de ces dispositifs de financement, et le soutien direct du gouvernement peut entraver l'investissement privé. En outre, les entreprise à capital-risque sont concentrée dans la région capitale (c’est-à-dire Séoul, Incheon et la province de Gyeonggi) : 31% des entreprise à capital-risque se trouvent dans la province de Gyeonggi, 29% à Séoul et 5% à Incheon. Les 14 municipalités régionales non capitales ne représentent que 35% de l'ensemble des entreprise à capital-risque.

Encadré 5. Un mécanisme public-privé de financement : le fonds-mère au cœur de l’écosystème d’investissement

|  |
| --- |
| Le facteur clé qui a contribué au développement des entreprise à capital-risque en République de Corée est le soutien du gouvernement aux fonds-mère. Le fonds-mère est un organisme d'investissement intermédiaire, constitué des fonds individuels ou d’association d'investissement, dans lequel le gouvernement investit, plutôt que d'investir directement dans des entreprises. L'intention est de faire des profits tout en réduisant le risque d'investissement direct. C'est pourquoi le fonds-mère est aussi appelé un « fonds pour les fonds ». Basé sur la loi spéciale sur la promotion des entreprises à capital-risque du 15 juillet 2005, le fonds de capital-risque a été alimenté à hauteur de 1.000 milliards de KRW pour l'investissement dans les PME.  Au 31 décembre 2023, la taille du fonds était de 8.896,8 milliards de KRW et sa durée d'exploitation était de 30 ans (2005-2035). Pour la gestion des fonds-mère coréens, la Société Coréenne d'Investissement à Capital-Risque a été créée pour sélectionner les objectifs de gestion des fonds de placement de la coopérative d'investissement et évaluer les sociétés d'investissement en démarrage. Afin d'améliorer l'efficacité de ces dispositifs, le gouvernement fournit les ressources d'investissement, mais la décision d'investissement est prise par l'agence spécialisée *Korea Venture Investment*. De 2005 à 2023, le montant total des investissements dans les fonds-mère nationaux a dépassé 17.000 milliards de KRW. Les investissements des entités privées se sont élevés à plus de 22.000 milliards de KRW, ce qui a eu pour effet de doubler l'apport de fonds privés. Avec l'expansion de l'investissement dans les fonds-mère, la formation de nouvelles coopératives d'investissement dans le capital-risque a également augmenté. Le nombre de nouvelles associations de capital-risque en 2019 était de 170, pour atteindre un sommet de 404 en 2021, et finalement progressivement redescendre à 290 en 2023. En revanche, le nombre de groupements d'investisseurs actifs est passé de 920 à 1.957 au cours de la même période. Depuis la création du fonds-mère, des investissements ont été réalisés dans 9,914 entreprises. La figure ci-dessous représente le mécanisme d'exploitation du fonds-mère  **Mécanisme de gestion du fonds-mère** |

### Les mesures de soutien aux entreprises de femmes

À l’exception de quelques pays, les femmes sont généralement désavantagées sur le marché du travail : leur taux d’emploi est inférieur à celui des hommes, et elles subissent des discriminations dans un environnement concurrentiel. Pourtant, en République de Corée, dans un contexte de déclin démographique et de vieillissement de la population, les femmes représentent un réservoir essentiel et encore sous-utilisé de main-d’œuvre pour faire face aux mutations du marché du travail.

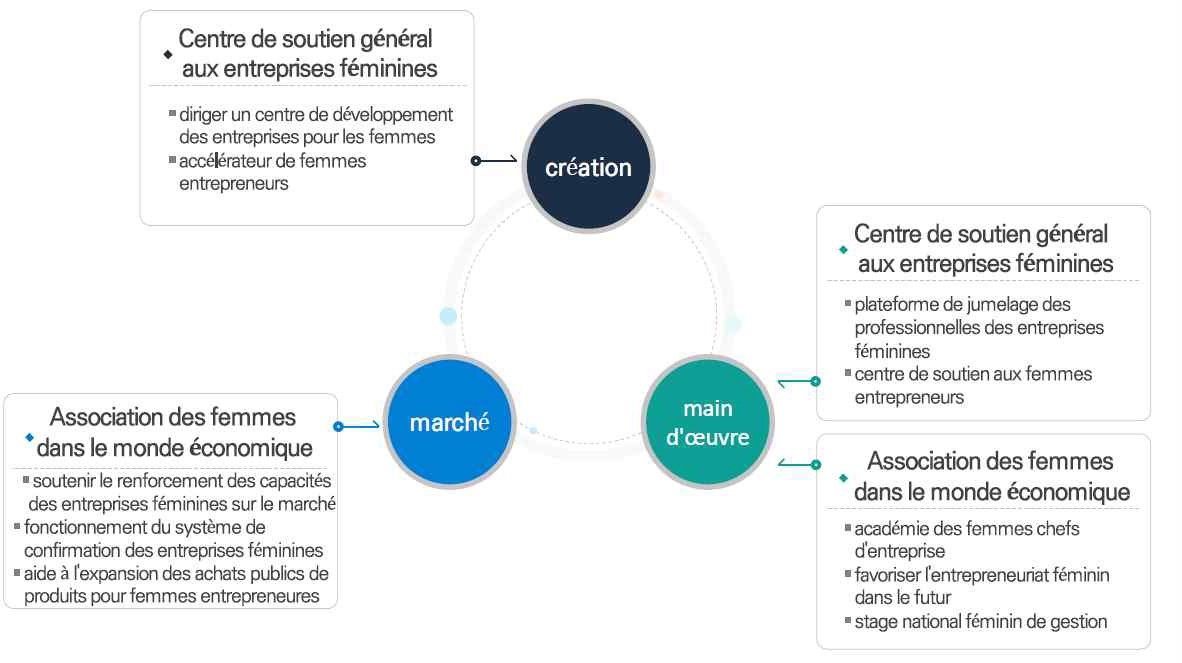
Dans le cas des start-up technologiques, les femmes ne représentaient que 41,2% des entrepreneurs en 2023. Parmi les industries manufacturières, la proportion de femmes entrepreneurs est relativement élevée, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et les boissons, le textile et le cuir, l'impression et la reproduction de supports d'enregistrement. En revanche, les femmes entrepreneurs sont plus nombreuse que les hommes dans le commerce de gros et de détail, l'hébergement et la restauration, les services éducatifs, les associations et les organisations, la réparation et d'autres services personnels.

Pour soutenir les entreprises de femmes (une entreprise de femmes est une entreprise dans laquelle le direction est assurée par une femme, les femmes sont bien représentées ou dont les femmes sont les plus grandes actionnaires), le ministère des PME et des Start-up implémentait un total de 10 programmes en 2024. Le Tableau 12 résume le contenu des projets de soutien aux entreprises de femme. L'Association coréenne des femmes entrepreneures et le Centre de soutien général des femmes entrepreneures sont également impliquées dans l’assistance à la gestion des entreprises pour les femmes (Tableau 12, Figure 9).

Tableau 12. Programmes de soutien aux entreprises dirigées par des femmes

| Programmes | Résumé |
| --- | --- |
| 1. Gestion du centre d'aide aux entreprises de femmes | Soutenir les start-up, les espaces communautaires, les consultations spécialisées sectorielles, les informations sur les start-up, etc. |
| 1. Accélérateur d’entreprises de femmes | Organiser et promouvoir des concours de start-up pour trouver et développer d'excellentes start-up et soutenir un programme mondial d'accélération pour les start-up à l'étranger |
| 1. Renforcement des compétences des femmes sur le marché du travail | Proposer des consultations personnalisées pour renforcer la compétitivité des produits issus d’entreprises dirigées par des femmes, organiser des formations pour faciliter leur accès au marché, et promouvoir leur visibilité à travers les réseaux sociaux. |
| 1. Délivrance d'un certificat de femme entrepreneure | Délivrer des certificats d'entrepreneuriat aux entreprises appartenant et gérées par des femmes |
| 1. Soutien aux achats publics de produits issus d’entreprises de femmes | Offrir des services personnalisés d'information sur les appels d'offres, l'enregistrement des produits sur les sites de promotion des entreprises publiques et les brochures électroniques et utiliser les entreprises dirigées par des femmes dans les achats prioritaires des organismes publics |
| 1. Exploitation d'une plateforme de jumelage des femmes entrepreneures | Plateforme en ligne facilitant la mise en relation entre entreprises dirigées par des femmes et professionnelles qualifiées, afin de répondre aux besoins en recrutement, réduire les difficultés d’emploi et favoriser la création d’emplois de qualité. |
| 1. Gestion d’un centre d’assistance aux difficultés de gestion des entreprises de femmes | Offrir un accompagnement personnalisé en mobilisant des experts et cadres expérimentés pour identifier et résoudre les difficultés de gestion rencontrées par les entrepreneures sur le terrain. |
| 1. Académie des dirigeantes d’entreprise | Proposer des formations personnalisées à travers la création de communautés locales de femmes dirigeantes, produire du contenu YouTube valorisant des parcours d'entrepreneures inspirantes, et organiser une journée de rencontre dédiée à la mise en réseau et à la coopération entre femmes entrepreneures. |
| 1. Programme de développement des futures leaders économiques | Un programme expérimental où des femmes entrepreneures à succès accompagnent et inspirent des étudiantes dans la création de leurs propres entreprises, avec pour objectif de les aider à devenir les entrepreneures de demain. |
| 1. Stage national pour femmes cadres et dirigeantes | Les femmes chefs d'entreprise de tout le pays partagent le savoir-faire et l'information en matière de gestion afin de résoudre les problèmes de gestion et de réseau entre les femmes entrepreneures |

Figure 9. Dispositifs de soutien aux entreprises dirigées par des femmes (2024)



Parmi les politiques de soutien aux entreprises de femme, la certification des entreprises dirigées par des femmes semble être la politique la plus efficace, qui représentait 49,6% de toutes les certifications en 2022. Le taux d'achat public obligatoire des produits des entreprises de femme atteint légèrement plus que 5% du montant total des achats de biens et services pour les institutions publiques et légèrement plus que 3% du montant total des achats pour les entreprises publiques.[[20]](#footnote-20)

Encadré 6. Le système d'achat public pour les PME (y compris les entreprises de femmes)

|  |
| --- |
| Afin d'améliorer la compétitivité des PME, les institutions publiques (État, collectivités locales, entreprises publiques et organismes spéciaux) sont tenues, conformément à la loi sur la promotion et le soutien des produits des PME, de leur accorder une part significative de leurs achats. Les taux cibles sont de 50% pour les produits issus des PME, 15% pour les produits développés par innovation technologique, 5% pour ceux des entreprises de femmes, 1 % pour les entreprises gérées par des personnes handicapées, et 8 % pour les entreprises à capital-risque.  En 2022, les achats auprès des PME représentaient 75,7 % de l’ensemble des achats publics prioritaires, avec une part croissante des produits de développement technologique.  Par ailleurs, les PME ayant conclu un contrat avec une institution publique peuvent bénéficier d’un crédit d’achat public, un dispositif de financement leur permettant d’emprunter des fonds de production ou d’exploitation auprès d’une banque commerciale, sur la base de leur contrat de livraison. Ce système contribue à la stabilité de leur gestion, tout en assurant aux institutions publiques un approvisionnement régulier en biens et services. Six banques commerciales participent à ce dispositif. Le taux d’intérêt dépend de l’évaluation de la solvabilité par la banque, mais il est généralement inférieur aux taux classiques.  Les conditions d’éligibilité et fonctionnement sont :   * Être une PME disposant d’un contrat de fourniture avec un organisme public. * Prêt octroyé jusqu’à 80 % du montant du contrat (hors acompte). * Accord standard : jusqu’à 1 an ; accord individuel : délai de livraison + 60 jours, dans la limite de 180 jours après la commande.   **Crédit d'achat public**  Source : https://[www.smpp.go.kr/cst/smppInf/SelectSmppFirstVisit.do](http://www.smpp.go.kr/cst/smppInf/SelectSmppFirstVisit.do) |

Les produits des entreprises de femmes sont des biens, des services et des travaux et fournis directement par les entreprises de femme qui détiennent des certificats. De plus, les produits des entreprises de femmes peuvent recevoir des points supplémentaires lors de l'appel d'offres. La part des achats publics prioritaires de produits des entreprises de femme est passée de 8% sur l'ensemble des achats publics en 2017 à 8,9% en 2022. En outre, si une entreprise est certifiée comme une entreprise de femmes, elle peut bénéficier d'un soutien financier aux entreprises (fonds de garantie technique, etc.), d'un soutien au start-up et à l'amélioration des capacités de gestion. Les gouvernements locaux soutiennent également les entreprises de femmes en priorité.

### Les mesures de soutien aux entreprises sociales

L'économie sociale désigne les activités économiques privées qui créent de la valeur sociale par la production de biens et de services basés sur la coopération et l'entraide entre les membres. En République de Corée, l'économie sociale constitue un axe central des politiques publiques en matière de création d’emplois et de soutien à l’autonomie des populations vulnérables. Le gouvernement et les institutions publiques soutiennent les entreprises de l’économie sociale à travers des dispositifs tels que des financements publics et des garanties de crédit, des avantages fiscaux, comme des exonérations d’impôt sur les sociétés et des dispositifs d’achats publics préférentiels.

Les types d'entreprises socio-économiques comprennent les entreprises sociales relevant du ministère de l'Emploi et du Travail, les coopératives relevant du ministère des Finances, les entreprises autonomes relevant du ministère de la Santé et de la Sécurité.

Le nombre d’entreprises de l'économie sociale a récemment augmenté de manière significative, passant de 16.450 en 2017 à 30.072 en 2021. Représentant 73,6% des entreprises de l’économie sociale avec 22.132 entités, les coopératives sont le moteur de la croissance de l'économie sociale.

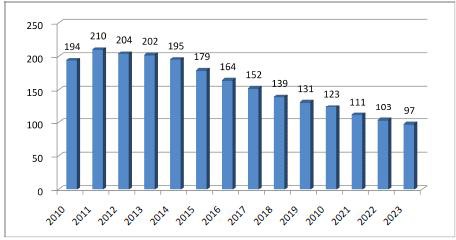
Dans le cas des entreprises sociales, leur nombre a augmenté, mais leur poids relatif au sein de l’économie sociale a diminué. Parallèlement, les entreprises villageoises et les entreprises d’autosuffisance ont vu leur importance décliner dans ce secteur. Les entreprises de l’économie sociale ont pour mission de répondre à des objectifs sociaux, de promouvoir des valeurs solidaires et de favoriser la création d’emplois locaux. Lorsqu’une entreprise obtient le statut d’entreprise sociale, elle peut bénéficier d’un soutien financier : une aide au paiement des salaires pendant trois ans, ainsi qu’un accompagnement social pendant quatre ans.

### Les mesures de soutien aux entreprises vertes

Le système de désignation des entreprises vertes a été mis en place en 1995 et à l'époque le nom était « entreprise respectueuse de l’environnement ». Une entreprise verte se définit comme une entreprise ou un organisme (y compris les services publics et sociaux) et des lieux de travail individuels, succursales, siège social, etc. qui contribue à l'amélioration de l'environnement. Le système de certification des entreprises vertes a pour objectif de promouvoir une gestion environnementale autonome au sein des entreprises, en évaluant leurs impacts environnementaux et en mettant en œuvre des plans d’amélioration concrets. Si une entreprise est désignée comme verte, elle peut recevoir des fonds et un soutien technique et peut être exemptée des obligations de rapport et d'inspection en vertu de diverses lois environnementales.

Cependant, comme le montre la Figure 10, le nombre d'entreprises vertes est passé de 194 en 2010 à 97 en 2023. La diminution du nombre d’entreprises vertes est souvent attribuée à un manque d’incitations et à une raréfaction projets verts. De fait, certaines entreprises renoncent volontairement à leur statut d’entreprise verte, en raison des coûts liés à la conformité réglementaire induits par la certification. Seules les grandes entreprises sont réellement en mesure de supporter les exigences financières liées à la certification. Par exemple, les grandes entreprises du secteur manufacturier, telles que Samsung Electronics et Geumho Mitsui Chemical, sont mentionnées comme des exemples de réussite. Geumho Mitsui Chemicals a été évalué comme une excellente entreprise verte qui a participé activement à la réduction des émissions de benzène dans les eaux usées, à la production d'installations de recyclage du méthanol incinéré et à la construction de complexes industriels écologiques. De plus, les grandes entreprises utilisent la certification d’entreprise verte pour améliorer l'image de l'entreprise.

Figure 10. Évolution du nombre d'entreprises désignées comme vertes



Source : Ministère de l'Environnement

En fin de compte, pour encourager les PME à requérir la certification d’entreprise verte, le gouvernement s’est résolu à aider les entreprises à s’acquitter des coûts de conformité réglementaire qui en découlent. Un fonds d'investissement public-privé a été créé en 2017, combinant fonds publics et investissements privés, pour favoriser l'industrie environnementale et soutenir les industries qui contribuent à la neutralité carbone et à la transition écologique. Le fonds investit dans des entreprises environnementales qui peinent à attirer des investissements en raison de leur petite taille et du manque de reconnaissance de l'industrie environnementale, et est géré par le biais d'un fonds mère de capital-risque.

## Vers une réforme réglementaire pour les PME

La réglementation des entreprises coréennes se concentre principalement sur les grandes entreprises, afin notamment d’éviter les situations de monopole. Bien que les PME bénéficient de nombreuses mesures de soutien, elles doivent faire face à des coûts administratifs importants liés à la réglementation, notamment en raison d’un manque d’information sur les obligations qui leur incombent dans le cadre du développement de leurs activités.

Parmi les réglementations les plus contraignantes pour les PME figurent la limitation du temps de travail à 52 heures par semaine, l’augmentation du salaire minimum, la législation sur les catastrophes industrielles graves, ainsi que les normes environnementales.

À l’inverse, les grandes entreprises sont généralement mieux préparées à répondre à ces exigences, dans la mesure où elles disposent déjà de salaires plus élevés, de conditions de travail conformes et de systèmes de gestion bien établis.

Bien que les PME bénéficient de certaines politiques de soutien, elles peinent à faire face aux coûts élevés liés à la conformité réglementaire. Incapables d’absorber ces charges, beaucoup sont contraintes de réduire leurs effectifs ou de fermer leurs portes. L'exemple le plus marquant est celui de la forte hausse du salaire minimum sous le gouvernement Moon Jae-in, qui a eu un effet inverse aux objectifs visés, entraînant une réduction significative de l’emploi, notamment dans les PME et chez les petits commerçants et artisans (PCA).

Les PME sont également soumises à des réglementations strictes dans plusieurs domaines : conditions d'embauche, droit du travail, normes environnementales, etc. Pour elles, les principaux freins ne sont pas seulement les obligations sociales, mais aussi le manque d’accès à des soutiens efficaces pour le développement de nouveaux produits ou technologies.

Face à cette situation, les PME demandent :

* Une réduction des coûts réglementaires et des charges administratives,
* La prévention de la sur-réglementation,
* Une gouvernance de l’innovation réglementaire plus souple,
* Des règles adaptées aux nouvelles industries,
* Un système d’arbitrage plus accessible en cas de litige réglementaire.

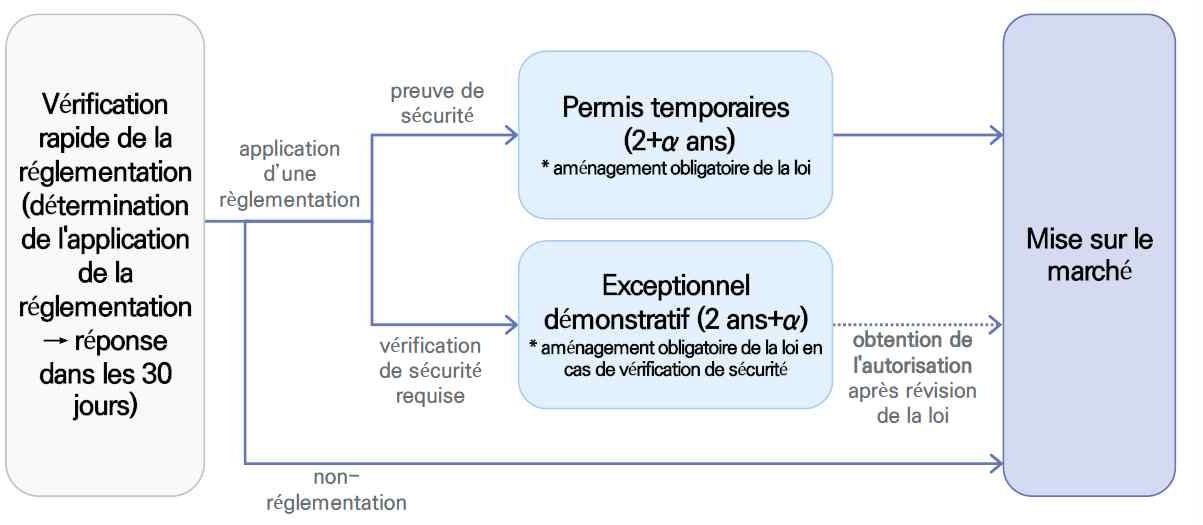
L’un des obstacles majeurs à l’entrée des PME dans les nouvelles industries est la prévalence du système de régulation positive, qui interdit par défaut tout ce qui n’est pas explicitement autorisé[[21]](#footnote-21).

Pour remédier à ces blocages, le gouvernement a mis en place trois instruments clés de réforme réglementaire destinés à soutenir l’innovation et faciliter l’accès des PME aux nouveaux marchés :

* Le bac à sable réglementaire (regulatory sandbox),
* La zone spéciale de liberté réglementaire,
* Le système de médiation réglementaire pour les PME.

Le bac à sable réglementaire se compose d'une vérification rapide de la réglementation, d'une autorisation temporaire et d'une démonstration spéciale (Figure 11). On répond rapidement à l'application du règlement dans les 30 jours et on considère qu'il n'y a pas de contrôle en cas de non-recevoir. Même s'il n'y a pas de loi sur laquelle se fonde l'autorisation ou qu'il n'est pas convenable d'appliquer les normes de la loi, une autorisation temporaire peut être accordée et mise sur le marché si la sécurité est garantie. La durée de validité est de 2 ans + 2 ans en principe et peut être prolongée jusqu'à l'achèvement de la révision de la loi. Dans le cas où il n'y a pas de loi sur la base de l'autorisation ou si les normes de la loi ne sont pas appliquées, la vérification d'essai des nouveaux services et produits est autorisée.

Figure 11. Procédure réglementaire des bacs à sable



Source : <http://rfz.go.kr/?menuno=69>

Les zones spéciales de liberté réglementaire sont des zones où des réglementations spéciales sont appliquées aux gouvernements régionaux, à l'exception de la région capitale, pour y favoriser des projets d'innovation ou des industries stratégiques. La zone spéciale de liberté réglementaire est un système qui assouplit un ensemble de réglementations liées aux nouveaux projets auxquels font face les régions et les entreprises. Elles sont désignées et annoncées publiquement par le ministre des PME et des Start-up. À l'exception de la région capitale, les gouvernements locaux et les préfectures peuvent établir des plans spéciaux pour favoriser les projets régionaux d'innovation et les industries stratégiques locales et demander la désignation d'une zone spéciale de liberté réglementaire. La Figure 12 montre les procédures de préparation de la zone spéciale de liberté réglementaire. Lorsqu'il est désigné comme zone spéciale de liberté réglementaire, le bac à sable réglementaire est appliqué. De ce fait, par exemple, 201 réglementations sont suspendues ou exemptées dans les zones spéciales de liberté réglementaire en vertu des lois existantes ([http://rfz.go.kr).](http://rfz.go.kr/)

Figure 12. Système de promotion des zones spéciales de liberté réglementaire

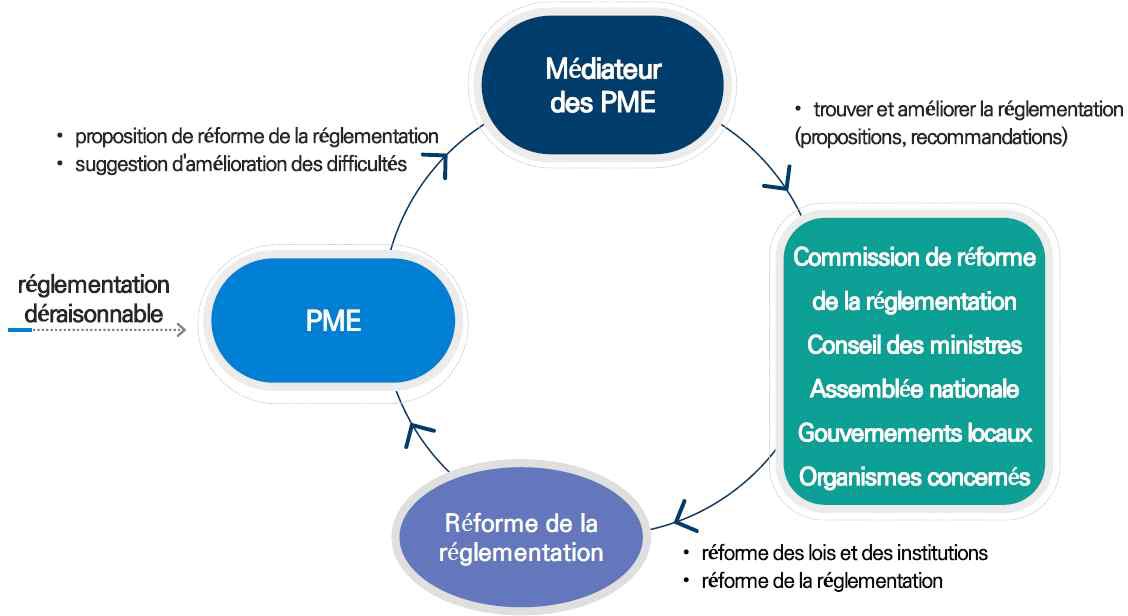
A screenshot of a document

Description automatically generated

Source : <http://rfz.go.kr/?menuno=69>

Le médiateur des PME est un organisme gouvernemental indépendant qui réorganise régulièrement et systématiquement les réglementations et les obstacles déraisonnables des PME (Figure 13). Il est nommé par le Premier ministre pour un mandat de trois ans. Le mandat est renouvelé une fois et est nommé avec le consentement de la Commission de réforme de la réglementation, contrairement aux autres organismes de relations avec les PME. Le médiateur des PME choisit séparément un médiateur nommé par le gouverneur et un médiateur pour chaque région et profession.

Figure 13. Mécanisme de réforme de la réglementation des PME



Source : <http://rfz.go.kr/?menuno=69>

# Les leçons de la politique coréenne en faveur des PME

Dans la plupart des pays, les PME reçoivent un soutien politique. En général, les PME jouent un rôle important sur le plan socio-économique, mais ont un pouvoir économique relativement faible, alors même que l'innovation des PME peut augmenter la compétitivité des PME et de l'économie nationale dans son ensemble.

Comme évoqué précédemment, la politique coréenne de soutien aux PME est globale et couvre l’ensemble des domaines d’activité des entreprises concernées. Cette politique a permis une croissance quantitative importante, contribuant à la création d’emplois et au développement de l’écosystème entrepreneurial.

Cependant, malgré ces efforts, la qualité des emplois proposés dans les PME demeure faible. La plupart opèrent dans des secteurs à faible valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre, offrant des postes peu qualifiés et mal rémunérés. Ce type d’emploi attire peu les jeunes Coréens, ce qui pousse les PME à recourir à une main-d'œuvre étrangère bon marché.

Du point de vue de la politique de l'emploi, le problème n’est pas tant la capacité des PME à créer des emplois, mais leur difficulté à offrir des emplois de qualité, notamment pour les jeunes diplômés. Les mesures temporaires, telles que les subventions salariales ou les incitations à l’embauche des jeunes, ne suffisent pas à résoudre durablement ce déséquilibre.

Une des causes structurelles est que de nombreuses PME n'ont ni le besoin ni la capacité d’innover, notamment dans les secteurs à faible technicité. Or, sans montée en gamme ou transformation de leur modèle productif, il leur est difficile d'améliorer leurs conditions d’emploi ou d’attirer une main-d'œuvre qualifiée.

C’est pourquoi, pour que les PME puissent offrir des emplois durables et de meilleure qualité, il est essentiel de favoriser leur transition vers des activités à plus forte valeur ajoutée, en renforçant leur capacité d’innovation. Dans ce cadre, les politiques publiques d’aide à l’innovation, de formation et d’accompagnement stratégique prennent tout leur sens.

Enfin, ce problème n’est pas propre à la Corée : dans de nombreux pays, la montée du niveau d’éducation et des revenus tend à creuser l’écart entre les conditions de travail dans les grandes entreprises et celles dans les PME. Alors que les grandes entreprises attirent l’essentiel de la demande de main-d'œuvre qualifiée, la majorité des emplois restent concentrés dans les PME, accentuant un déséquilibre structurel sur le marché du travail.

Les leçons de l'expérience de la politique coréenne des PME sont les suivantes :

1. **Il faut soutenir l'innovation des PME pour favoriser leur croissance qualitative.** Le succès de la politique coréenne de soutien aux PME est largement dû au développement de start-up innovantes et des entreprises à capital-risque. Bien que ces entreprises ne soient pas très nombreuses, elles contribuent au changement de la structure économique et à la création d'un écosystème d'entreprise innovant. Le soutien actif du gouvernement à l'innovation des PME basées sur l'industrie des TIC a augmenté le potentiel de l'économie coréenne.
2. **Le gouvernement doit apprendre à être plus réactif pour appréhender les besoins et caractéristiques des entreprises innovantes.** Avec l'expansion de l'économie nationale, l'intégration et l'ouverture des marchés mondiaux, les marchés sont en mutations constantes, et les gouvernements peinent à s’adapter. Par exemple, les critères qui régissent les normes et régulations ou l’éligibilité de PME aux dispositifs de soutien peuvent devenir rapidement obsolètes. De ce point de vue, le TIPS est un projet de collaboration entre les secteur privé et public très réussi, basé sur les capacités du secteur privé à identifier les PME méritantes et la capacité du gouvernement à sécuriser des investissements privés sur base de subventions publiques.
3. **Développer les politiques de soutien sur la base d’un diagnostic rigoureux selon les secteurs et les conditions locales.** Dans les secteurs où il y a peu d'entreprises, celles-ci peuvent être soutenues et développées grâce à des mesures de soutien individuel. Cependant, dans des situations où de nombreuses entreprises existent et où il y a une forte concurrence entre elles, il est important que l'écosystème d'entreprises interagisse avec divers facteurs tels que la finance, les relations patronales-syndicales, la formation professionnelle, l'innovation technologique et la R&D. Par conséquent, une politique de soutien aux PME doit être basée sur un diagnostic et une évaluation précise des conditions environnantes.
4. **Il est nécessaire de faire évoluer les relations du travail dans les PME pour qu’elles deviennent plus horizontales, avec une meilleure prise en compte des contributions des travailleurs**. L'innovation n'est pas limitée au développement technologique ou à l'innovation de produit, elle se traduit aussi dans la façon dont le travail est organisé. Dans l’état actuel des choses, les conditions de travail et les relations cadres-travailleurs n’offrent pas d’opportunité d’échanges constructifs permettant de mettre en place des processus de production plus productifs. L’innovation sur le lieu du travail se traduit surtout par l’introduction de nouvelles technologies, notamment par une automatisation de plus en plus poussée. Une autre approche pourrait être de favoriser une stratégie d’innovation inclusive qui donne toute sa place aux compétences des travailleurs sur la base de coopération et communication productives. Les syndicats eux-mêmes devraient évoluer, en prenant exemple sur les cas du Japon ou de l’Allemagne et en ne se concentrant plus exclusivement sur les questions de redistribution, mais également sur les questions d’organisation du travail afin de les moderniser, de les rendre plus horizontales et de donner plus de voix aux travailleurs. Ce genre d’innovation aurait notamment un impact majeur sur l’opinion que les jeunes se font du travail dans les PME et réduirait leurs problèmes de recrutements. Les dirigeants d'entreprise, les cadres, les syndicats ou les superviseurs sur le terrain, et les travailleurs devraient pousser pour innover dans l'organisation du travail et le gouvernement devrait inclure ces aspects dans ses mesures de soutien à l'innovation des PME.
5. **Il faut aider les PME à se délocaliser dans les régions**. En République de Corée, la concentration de la puissance économique dans la région capitale est trop élevée et il n'y a peu d'entreprises et d'emplois dans les régions hors capitale. Cependant, la nouvelle ère de la révolution technologique rend la décentralisation plus facile, et il est nécessaire de revitaliser l'économie régionale. La politique de soutien aux PME devrait être établie en termes de développement des entreprises locales.
6. **Pour permettre la délocalisation régionale, il faut également décentraliser les politiques d'offre de main-d'œuvre et des politiques des PME.** À l'exception de Séoul, les gouvernements locaux mettent en œuvre des mesures de soutien supplémentaires qui correspondent aux conditions mais qui rencontrent souvent des contraintes budgétaires. Il est nécessaire que les gouvernements locaux, qui connaissent le mieux la situation des entreprises locales et peuvent participer directement à la gouvernance régionale, soient parties prenantes de la politique d'offre de main-d'œuvre de leur région.
7. **Il est nécessaire d’élargir la R&D publique pour soutenir l’innovation technologique des PME.** Les PME manquent souvent de ressources humaines et financières pour investir dans la R&D, ce qui freine leur capacité d’innovation. Dans un contexte de forte incertitude, elles ont du mal à engager des dépenses importantes, même si l’innovation est essentielle à leur compétitivité. Pour y remédier, il est important de leur permettre d’accéder à des technologies innovantes à moindre coût. Cela passe par la création d’un écosystème d’innovation structuré, à l’image des instituts Fraunhofer en Allemagne, qui agissent comme des incubateurs régionaux de R&D au service des entreprises. Aujourd’hui, les aides publiques à la R&D, bien que nombreuses, restent insuffisantes face à la forte demande des PME. L’accompagnement reste souvent limité à un soutien individuel, alors qu’il faudrait favoriser des structures collectives d’innovation capables de mutualiser les compétences et les moyens.
8. **L'industrie des TIC doit continuer d’être soutenue pour promouvoir l’e-formalisation qui encourage la formalisation des PME et du travail.** En particulier, le développement de l'industrie des TIC est nécessaire pour créer des emplois de qualité pour les jeunes. Une des raisons importantes du succès de l'industrie coréenne des TIC est la politique de soutien continu à l'innovation technologique du gouvernement. Parce que l'industrie des TIC a des coûts élevés et des risques élevés, le gouvernement a continuellement soutenu l'industrie des TIC et partagé les risques que l'industrie et les entreprises doivent supporter. En particulier, l'établissement par l'État d'une stratégie à moyen et long terme et la mise en œuvre active de la politique sont efficaces dans le développement de l'industrie.
9. **Il est nécessaire d'avoir des politiques qui puissent soutenir des fonds politiques stables pour les PME.** L’aide la plus recherchée par les PME coréennes est toujours le financement. De ce point de vue, il est nécessaire d'avoir des organismes locaux de financement qui soutiennent les PME, comme la Fondation régionale de garantie de crédit en République de Corée. Les régions peuvent jouer un rôle de soutien stable pour les PME des régions qui ne reçoivent pas le soutien du gouvernement central. En particulier, les PME peu compétitives ne peuvent pas lever de fonds sur le marché financier, elles ont donc besoin d'un système financier régional qui les aide à maintenir leurs affaires en sécurité et à résister à une crise soudaine.
10. **Il est nécessaire de mettre en place une base institutionnelle solide pour accompagner durablement la réforme réglementaire.** Avec l’évolution rapide de l’économie et des technologies, des domaines auparavant peu ou non encadrés peuvent aujourd’hui faire l’objet de nouvelles réglementations. Cependant, de nombreuses PME coréennes manquent d’information sur les règles en vigueur et se retrouvent souvent contraintes d’abandonner leurs projets en raison d’obstacles réglementaires imprévus. L’un des exemples les plus fréquents est celui des réglementations liées à l’emplacement, qui peuvent bloquer le développement d’activités ou de sites d’innovation. Dans ce contexte, des dispositifs comme les zones spéciales de liberté réglementaire permettent de lever plusieurs contraintes simultanément. En effet, les réglementations sont souvent interdépendantes, ce qui rend difficile une réforme au cas par cas. C’est pourquoi il est indispensable de disposer d’une approche systémique, capable de traiter les problématiques réglementaires dans leur ensemble, avec une coordination entre les différents niveaux et domaines d’intervention.

# Références

Bureau des statistiques, <https://kostat.go.kr/ansk/>

École d'entrepreneuriat Asan, <https://asanschool.org/>

K-Centre pour l'entrepreneuriat, <https://kentrepreneurship.kmaclxp.co.kr/>

Korea Venture Investment Corporation, https://[www.kvic.or.kr/](http://www.kvic.or.kr/)

Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie, https://[www.motie.go.kr/](http://www.motie.go.kr/)

Ministère de l'Éducation, https://[www.moe.go.kr/main.do?s=moe](http://www.moe.go.kr/main.do?s=moe)

Ministère de l'Emploi et du Travail, https://[www.moel.go.kr/index.do](http://www.moel.go.kr/index.do)

Ministère de l'Environnement, <https://www.me.go.kr/home/web/main.do>

Ministère des PME et des Startups, https://[www.mss.go.kr/site/smba/main.do](http://www.mss.go.kr/site/smba/main.do)

Ministère de la Science et de la Technologie, https://[www.msit.go.kr/index.do](http://www.msit.go.kr/index.do)

# Annexes

1. Principales institutions pour la politique des PME

| Ministères | |
| --- | --- |
| Ministère des PME et des Startups | Bureaux répartis sur 13 régions |
| Le ministère de l'Emploi, de la Science et de la Communication, de la Terre et des Transports, de la Stratégie et des Finances, de l'Agriculture et de l'Alimentation, de la Culture, du Tourisme et des Sports | |
| Association ou organisme associés (institutions financière) | |
| Société pour la promotion des PME | Créée en 1979 dans le but de renforcer la compétitivité des PME et d'élargir leur base de gestion pour contribuer au développement équilibré de l'économie nationale |
| Fonds de garantie technique | Créé en 1989 pour garantir la dette des entreprises à faible capacité de garantie et pour faciliter le financement technologique et l'innovation pour les PME et les startups |
| Fédération générale de la Fondation pour la garantie du crédit | Créée en 2000 dans le but de garantir le crédit pour les dettes individuelles, il vise à promouvoir les intérêts communs des fondations individuelles et à promouvoir un développement sain |
| Fonds de garantie du crédit | Fondé en 1976 pour aider au développement de l'économie nationale équilibrée en garantissant la dette des entreprises à faible capacité de garantie et en gérant efficacement les informations de crédit |
| Banque d'exportation et d'importation de Corée | Créée en 1976 en tant qu'institution publique de crédit à l'exportation qui fournit un soutien financier aux entreprises d'importation et d'exportation |
| Korea Trade Insurance Corporation | Créée en 1992 dans le but de renforcer la compétitivité nationale par la promotion du commerce et des investissements étrangers, et de gérer le système d'assurance d'exportation et d'importation |
| Banque Industrielle | Une banque nationale spéciale fondée en 1961 en tant que banque spécialisée dans les PME |
| Banque de développement de Corée | Première banque nationale spéciale fondée en 1954 dans le but de fournir et de gérer les fonds nécessaires au développement industriel, à l'expansion des infrastructures, au développement régional, à la stabilité des marchés financiers et à la croissance durable |
| Association ou organismes associés (institutions non financières) | |
| Société pour la promotion du marché des PCA | Créée en 2014 dans le but de promouvoir les PCA, de soutenir les marchés traditionnels, de revitaliser les quartiers commerciaux, de gérer le fonds de promotion du marché des PCA et d’émettre un bon d'achat Onnuri |
| Agence pour la promotion de l'information technologique | Créée en 2002 en tant qu'organisme spécialisé qui contribue au renforcement de la compétitivité des PME en promouvant efficacement l'innovation technologique et la gestion de l'informatisation |
| Agence pour la promotion des startups | Créée en 2000 pour promouvoir l'esprit entrepreneurial et aider à renforcer la compétitivité des futurs entrepreneurs et des startups |
| Centre de distribution des PME | Créé en 1995 pour soutenir le marché des PME qui produisent d'excellents produits mais qui ont du mal à entrer dans le réseau de distribution |
| Fédération générale des PME | Une coopérative de toutes les PME fondée en 1962 |
| Fondation pour la coopération entre les grandes, les PME, l'agriculture et la pêche Agence coréenne de promotion du commerce et de l’investissement (KOTRA) | Créée en 2004 pour promouvoir des projets de coopération tels que la technologie, la main-d'œuvre et le marché entre les grandes entreprises, les PME, l'agriculture et la pêche Créée en 1962 pour soutenir la promotion du commerce, l'investissement et la coopération industrielle entre les entreprises nationales et étrangères, l'attraction de professionnels étrangers et les contrats d'exportation intergouvernementaux |
| Association coréenne du commerce extérieur | Fondée en 1946, l'organisation économique privée représentant l'industrie commerciale défend les droits et les intérêts des sociétés membres (sociétés commerciales) et mène diverses activités pour développer les exportations et promouvoir le commerce |
| Organisme de recherche | |
| Institut des PME et des startups | Un laboratoire public, créé en 2004, pour étudier les stratégies de gestion et le développement des politiques des PME et des startups |

1. Agences d'aide à l'exportation et son projet

Tableau 2-1. Banque d'exportation et d'importation de Corée

|  |  |
| --- | --- |
| Projet | Résumé |
| Programme de soutien prioritaire aux industries stratégiques de pointe | Programme d'aide financière pour développer de nouveaux moteurs de croissance en soutenant les industries stratégiques de pointe |
| Programme de développement des entreprises débutantes à l'exportation | Promouvoir les PME qui exportent directement à l'étranger avec moins de 5 millions de dollars par an en tant qu’ETI exportatrices |
| Programme des champions cachés | Projet de soutien préférentiel pour les entreprises certifiées par le gouvernement et les entreprises leaders régionales qui exploitent des industries locales sélectionnées pour chaque région |
| Programme de financement technique | Soutenir le développement et la commercialisation des technologies de développement des PME innovantes avec un pouvoir collatéral insuffisant et une excellente technologie |

Tableau 2-2. Korea Trade Insurance Corporation

| Projet | Résumé |
| --- | --- |
| Service d'enquête de crédit des entreprises étrangères | Évaluation basée sur les informations de crédit des entreprises étrangères obtenues auprès d'agences de recherche de crédit étrangères |
| Garantie de crédit à l'exportation (avant le chargement) | Système garanti par la Société d'assurance commerciale dans le cas où une entreprise d'exportation fabrique, traite ou achète des produits d'exportation en empruntant les fonds nécessaires à une banque de change étrangère et à une institution liée à l'exportation |
| Garantie de crédit à l'exportation (après envoi) | Institution financière achète des lettres de change ou des documents d'expédition liés aux transactions d'exportation avec une garantie de crédit à l'exportation et les prête aux exportateurs |
| Garantie de crédit à l'exportation (achat) | Institution financière prête à l'exportateur par l'achat d'une lettre de change ou d'un document d'expédition lié à une transaction d'exportation avec une garantie de crédit à l'exportation |
| Garantie de crédit à l'exportation (achat global) | Institution financière prête à l'exportateur en achetant les documents d'expédition en rapport avec les transactions d'exportation avec une garantie de crédit à l'exportateur sans distinction d'importateur |
| Assurance court terme à l'exportation | Système de compensation des pertes subies lorsque l'exportateur ne peut pas recevoir le prix d'exportation de l'importateur (banque ouverte dans le cas d'une transaction L/C) après avoir conclu un contrat d'exportation de moins de 2 ans |
| Assurance Plus+ des PME et ETI | La Korea Trade Insurance Corporation indemnise les pertes des entreprises dans les limites de ses responsabilités en cas de perte en raison du risque de l'importateur, du risque de crédit ou du pays importateur |
| Assurance contre le change | Produit qui couvre le risque d'incertitude du taux de change en déterminant à l'avance le montant en won pour minimiser les pertes dues au change dans le processus d'acquisition ou de paiement de devises étrangères en raison des exportations, des importations et des investissements étrangers |
| Assurance d’importation (importateurs, institutions financières, réseaux d'approvisionnement mondiaux) | Système qui soutient les transactions d'importation de ressources clés telles que le pétrole brut, le bois brut, les minéraux, le GNL, les équipements et les produits de haute technologie qui nécessitent une garantie stable à long terme ou une importation en temps opportun |
| Service d'aide au recouvrement des créances étrangères | Afin de soutenir le recouvrement des créances étrangères des exportateurs qui n'ont pas souscrit à l'assurance d'exportation, un centre d'aide au recouvrement des créances étrangères est créé afin de fournir des consultations (gratuites) et des services d'agence de recouvrement. |

Tableau 2-3. Agence coréenne de promotion du commerce et de l'investissement

| Projet | Résumé |
| --- | --- |
| Conseil d'exportation | Soutenir les entreprises coréennes en offrant des opportunités de consultation individuelles aux acheteurs étrangers qui veulent importer des biens et des services coréens |
| Forfait de la création d'entreprise préliminaire | Fournir des fonds de commercialisation, des programmes de démarrage et du mentorat aux futurs entrepreneurs ayant des idées innovantes de start-up technologique |
| Projet d'aide à la participation des groupes aux expositions à l'étranger | KOTRA et les organisations apparentées organisent ensemble des expositions internationales célèbres et des expositions prometteuses chaque année pour aider les exportateurs nationaux à participer aux expositions |
| Projet d'aide à la participation individuelle aux expositions à l'étranger | Aide aux entreprises qui participent individuellement à des expositions professionnelles à l'étranger (coûts directs, coûts marketing fournis par les organisateurs, etc.) |
| Soutien à l'exportation de biens de consommation B2C liés au réseau de distribution à l'étranger | Soutenir l'entrée et la promotion de quatre grandes marques de biens de consommation (cosmétiques, aliments, mode, articles ménagers) ou de réseaux de distribution mondiaux et locaux à l'étranger |
| Aide marketing international pour l'utilisation de la vague coréenne | Soutenir l'expansion des marchés étrangers et l'amélioration des marques des PME prometteuses en promouvant le marketing utilisant la vague coréenne comme la foire Hallyu |
| Projet d'aide à la commande de projets étrangers | Conseil des difficultés des entreprises nationales de construction, d'aménagement et d'ingénierie pour obtenir des commandes de projets à l'étranger, fournir des informations sur les projets, conseiller les clients à l'étranger |
| Déplacer KOTRA | Pour les PME qui souffrent de la phase d'exportation et de préparation à l'exportation, le spécialiste de l'exportation KOTRA s'est rendu et a fait une consultation gratuite 1:1 sur place |
| Mission commerciale | Marketing à l'étranger qui soutient l'étude de marché local, l'identification d'acheteurs potentiels et les consultations d'exportation en ligne et hors ligne en formant un groupe de vente centré sur les produits spécialisés |
| Projet de développement des principales entreprises de marchés publics à l'étranger | Services personnalisés d'assistance marketing à l'étranger pour aider les PME nationales à s'implanter sur le marché d'approvisionnement à l'étranger et à développer les résultats d'exportation |
| Centre d'aide à l'utilisation de l'ALE à l'étranger | Afin de soutenir systématiquement l'utilisation de l'ALE, le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie et KOTRA les ont établis et gérés dans 16 villes de 11 pays |
| Projet d'aide aux entreprises qui retournent au pays | Fournir aux entreprises coréennes qui se sont implantées à l'étranger le service unique dont elles ont besoin pour retourner dans le pays |
| Portail de la diplomatie économique | Portail qui utilise les affaires de la diplomatie économique pour trouver des opportunités d'affaires grâce à la diplomatie économique et aux événements économiques de la mission économique |
| Projet d'aide à l'attraction des professionnels à l'étranger | Contact Korea, un département dédié à l'attraction des talents étrangers, est installé à KOTRA pour découvrir des talents mondiaux dans 21 centres commerciaux dans 14 pays et fournir des services One-Stop allant de la découverte des talents au recrutement, au visa et à l'établissement domestique. |
| Service de recommandation | Service qui aide les entreprises qui veulent embaucher des talents mondiaux à obtenir un visa E-7 (activité spécifique) en délivrant une lettre de recommandation d'embauche au nom du président de KOTRA. |
| KOTRA enseignement académique | Afin de renforcer les capacités mondiales des employés des PME nationales, offre d’une formation pratique sur le marketing à l'étranger par pays, industrie, fonction et capacité des entreprises |
| Projet qui utilise la diplomatie économique | Organiser des partenariats d'affaires entre des entreprises nationales et des partenaires étrangers en organisant des consultations d'affaires en tête-à-tête avec le président et le premier ministre sur les marchés stratégiques |
| Rêve d'information économique à l'étranger | Plateforme d'information intégrée du gouvernement fournit des informations sur l'expansion à l'étranger des ministères, des organismes et du secteur privé nécessaires à l'expansion des entreprises coréennes |
| TriBIG | Plateforme qui accumule et analyse les grandes données nationales sur le commerce et l'investissement et fournit des informations personnalisées sur les produits, le marché et les recommandations d'acheteurs étrangers pour les entreprises coréennes |
| Consultation pour l'exportation et la certification | ⸱Consultation gratuite par divers moyens tels que téléphone, ligne, chat, consultation interne, etc. pour résoudre les problèmes d'entrée et de certification des PME à l'étranger |
| Service d'exportation 24 pour les agences mondiales (études de marché étrangères) | Le centre commercial de KOTRA enquête sur les informations nécessaires à l'exportation, y compris la recherche d'acheteurs potentiels, l'étude des tendances du marché et l'enquête sur les lignes d'approvisionnement en matières premières. |
| Diagnostic global de compétence | Le GCL Test (Global Companies Level Test) diagnostique les compétences détaillées des entreprises en matière d'exportation et de marketing à l'étranger et recommande des projets d'aide à l'exportation par compétence |
| Centre commercial ouvert | 125 bureaux dans 80 pays offrent gratuitement aux clients qui visitent le centre commercial KOTRA pendant les heures d'ouverture des bureaux, des informations sur le marché et des conseils de base |
| Entreprise des centres logistiques communs à l'étranger | Projet dans lequel les PME qui ont du mal à construire leur propre centre logistique à l'étranger utilisent conjointement l'entrepôt de la société de logistique coopérative KOTRA |
| Entreprise nationale exportatrice | Experts en commerce à la retraite offrent les consultations commerciales personnalisées et le marketing à l'étranger |
| Aide aux start-up à participer au salon international | Les startups des principaux pays ayant un écosystème de start-up à l'étranger participent à des expositions et conférences de start-up et offrent des possibilités de collaboration avec des partenaires tels que des start-up mondiales, locales et gouvernementales |
| Programme mondial d'aide à l'innovation ouverte | Les entreprises innovantes nationales qui possèdent des technologies et des produits innovants et les entreprises mondiales qui en ont besoin soutiennent l'expansion à l'étranger, y compris la démonstration technologique, le développement conjoint et l'attraction d'investissements |
| Aide à gagner le CES Innovation Award | Aider les entreprises innovantes à augmenter la valeur de leur marque en offrant une formation et des consultations pour gagner le « CES Innovation Award » sélectionné par l'Association américaine de technologie de consommation (CTA) |
| Projets de décentralisation à l'étranger en 2024 | Soutien aux produits manufacturés et aux principaux produits d'exportation des PME enregistrés auprès du Service national des impôts de la République de Corée et maintenus à la date de la convention |
| Exposition de produits coréens d'excellente qualité | Dans le but d'aider les entreprises coréennes à entrer sur le marché étranger stratégique d'exportation, il est organisé une exposition unique à l'étranger |
| Bons de commande à l'exportation | Les PME achètent et utilisent librement les services d'aide à l'exportation qu'elles veulent dans le menu des services de bons après avoir sélectionné des projets d'aide répondant à leurs compétences |
| Marketing numérique | C'est une place de marché mondiale B2B qui relie les acheteurs et les fournisseurs coréens du monde entier. Elle prend en charge tous les processus de transaction tels que la promotion de produits coréens à l'étranger, l'enregistrement et la recherche d'informations d'achat. |
| Centre d'aide au commerce numérique | Soutenir tout le cycle du commerce numérique pour améliorer la compétitivité des entreprises nationales dans l’écosystème du commerce numérique, qui émerge rapidement depuis le COVID-19 |
| Partenariat mondial | Service personnalisé à la demande qui aide les PME à entrer dans la chaîne de valeur des entreprises mondiales en découvrant la demande de coopération commerciale des entreprises mondiales |
| Korea GP Center | En exploitant un espace de bureau commun pour chaque région d'outre-mer, les PME et ETI nationales dans les matériaux, les pièces et les équipements peuvent répondre aux demandes des entreprises mondiales |
| Projet de développement des principales entreprises de matériaux, pièces et équipements | Soutenir les PME dans les matériaux, les pièces et les équipements pour renforcer leur compétitivité à l'étranger en soutenant des services de marketing à l'étranger personnalisés basés sur les besoins individuels des entreprises |

Tableau 2-4. Association coréenne du commerce extérieur

| Type | Résumé |
| --- | --- |
| Open Innovation avec les 500 plus grandes entreprises du Fortune | Le lien entre l'équipe d'innovation ouverte d'une entreprise mondiale et les start-up nationales aide les start-up à développer leur marché à l'étranger, à attirer des investissements ultérieurs et à collaborer à la recherche |
| Banc d'essai pour les startups offshore | L'opportunité pour les start-up de faire la démonstration de leurs technologies en intégrant leurs solutions innovantes dans de réels complexes et systèmes internes et externes aux grandes entreprises |
| Exploitation d'une plateforme mondiale d'innovation ouverte | Plateforme d'aide à la mise en relation multiple des acteurs de l’écosystème des start-up, principalement entre les grandes entreprises et ETI nationales et internationales et les start-up |
| NextRise, la foire mondiale des start-up de Séoul | C'est la plus grande foire de start-up d'Asie qui soutient la revitalisation de l'écosystème de start-up en organisant des réunions d'affaires entre start-up nationales et internationales, des stands, des conférences, des ateliers, des concours de start-up et des événements de réseautage. |
| TradeKorea (Le site de commerce électronique mondial B2B) | Pour aider les PME exportatrices à entrer sur le marché mondial en ligne, elles fournissent des services d'intermédiation tels que le jumelage d'entreprises et divers services pour stimuler le marketing à l'étranger efficace et les transactions commerciales |
| OK FTA entreprise d'assistance au conseil | Soutenir les exportateurs (ou les fournisseurs nationaux) qui ont du mal à utiliser l'ALE pour des consultations personnalisées sur les visites sur place |
| Projet d'aide à la lutte contre les barrières non tarifaires | Aider les PME à faire face à des obstacles non tarifaires personnalisés à l'exportation en raison de barrières non tarifaires (certification étrangère et droits de propriété intellectuelle) |
| Service consultatif des sites de commerce | Un conseiller commercial qui a en moyenne plus de 30 ans d'expérience pratique dans le domaine du commerce, de grandes entreprises et ETI, visite l'entreprise et fait une consultation personnalisée 1:1 |
| KITA prêt pour la promotion du commerce extérieur | Aide financière à faible taux d'intérêt pour le marketing et la mise en œuvre des exportations pour les PME exportatrices |
| Conseil national d'exportation invité par les acheteurs étrangers de KITA | L'invitation d'un grand acheteur mondial et l'organisation d'une consultation 1:1 et d'un événement parallèle avec les entreprises nationales prometteuses à l'exportation |
| Expositions, consultations et promotions à l'étranger | Projet de soutien marketing intégré qui relie les événements marketing organisés à l'étranger tels que l'Europe et l'Asie, le conseil d'exportation invité par les acheteurs B2B et l'exposition promotionnelle pour les visiteurs B2C |
| Conseil B2B pour les commerçants et les fabricants professionnels | Une société commerciale professionnelle désignée comme représentante officielle de l'exportation de la République de Corée soutient les exportations directes et indirectes des entreprises en début d'exportation qui n'ont pas de capacité de marketing à l'étranger |
| Faire du marketing « Step Up to Export » en utilisant le réseau mondial des entreprises | Organiser des consultations sur invitation de MD locaux et des projets de promotion à l'étranger en tant que projet d'entrée sur un marché influent utilisant des réseaux étrangers tels que les grandes entreprises et les entreprises étrangères |
| Organiser des expositions professionnelles nationales et des conseils d'exportation liés | L'Association coréenne du commerce international aide à développer des marchés d'exportation grâce à la promotion de produits et aux opportunités d'affaires entre acheteurs, vendeurs et consommateurs nationaux et étrangers. |
| Aide à la participation à des expositions professionnelles à l'étranger | L'Association coréenne du commerce et de l'industrie a collaboré avec les gouvernements locaux, KOTRA et la Fédération des PME pour aider les PME exportatrices à participer à des expositions professionnelles célèbres à l'étranger |
| Plateforme de consultation numérique TradePro | Afin d'aider les entreprises commerciales à conseiller les professionnels, des avocats, des comptables, des experts en pratique commerciale, des experts en certification à l'étranger, etc. |
| Recommandation pour la certification d'installation d'une succursale à l'étranger | Recommander des entreprises commerciales qui souhaitent établir des succursales et des bureaux à l'étranger |
| Délivrance de la carte de voyage de l'APEC (ABTC) | MultiVISA est un système qui garantit aux hommes d'affaires locaux un séjour de 60 à 180 jours sans visa d'entrée et permet l'entrée et l'entrée via des voies d'accès réservées à l'aéroport |
| Recommandation pour la délivrance d'un visa de commerçant étranger | Un système de recommandation qui certifie la nécessité de délivrer un visa lorsque les entreprises veulent aider à l'embauche d'étrangers dans le secteur commercial |
| Délivrance de certificats d'importation et d'exportation de services et de biens électroniques | Offrir des avantages aux entreprises d'aide au commerce grâce à la vérification des résultats des exportations de services et de biens incorporels |
| Open Innovation Start-up | Une entreprise qui lie les start-up aux grandes entreprises et ETI à la demande d'innovation ouverte |
| Projet d'aide au banc d'essai du centre commercial | Soutenir le processus de Proof-of-Concept pour la démonstration de produits/solutions de start-up afin d'aider à la vérification sur place des start-up technologies et à l'accumulation de références commerciales |
| Aide à l'expansion à l'étranger via start-up | Des membres de l’écosystème de start-up nationales se réunissent pour créer des opportunités d'affaires et promouvoir l'innovation afin de faciliter l'expansion et l'ouverture des start-up à l’étranger |
| L'ALE Corée-Chine, le conseil de visite du RCEP | Pour soutenir systématiquement l'utilisation de l'ALE Corée-Chine et du RCPE, visitez les entreprises requérantes et faites des consultations spécialisées personnalisées telles que l'utilisation de l'ALE, la certification chinoise, les droits de propriété intellectuelle et le fonctionnement du système d'ALE |
| Opérations du centre d'appels 1380 de l'ALE | Fournir des services de soutien aux experts pour toutes les questions liées à l'utilisation de l'ALE, telles que l'établissement d'un certificat d'origine par accord, la réponse post-vérification et la construction d'un système d'origine |

1. Le système d'achat public

Tableau 3-1. Détails de l'aide au système d'achat public des PME

| Type | | Résumé |
| --- | --- | --- |
| Système de taux cible d'achat de produits pour les PME | | Système dans lequel les institutions publiques fixent des objectifs ou achètent des produits pour les PME. - Produits PME : plus de 50% du total des achats |
| Système concurrentiel entre les PME | Spécification des produits concurrentiels entre PME | Pour les produits désignés par le ministre des PME et des Startups, seuls les PME peuvent participer à l'appel d'offres sur le marché des marchés publics. - 631 spécifications de produits (22~24, changement tous les 3 ans) |
|  | Achat direct de matériaux de construction | Les produits concurrentiels correspondant aux matériaux de construction (356 détails) sont achetés directement par les institutions publiques auprès des PME et fournis aux entrepreneurs de construction. |
| Système de vérification de la production directe | Un système qui vérifie la possibilité de production directe des PME concernées, telles que les installations de production, les procédés, etc. pour les produits concurrents qui ne peuvent pas être livrés. |
| Examen de la capacité d'exécution d'un contrat. | Lors de l'examen de l'appel d'offres entre PME, le prix d'appel d'offres et la capacité d'exécution du contrat sont examinés ensemble pour exclure la méthode d'adjudication du prix le plus bas et garantir le prix approprié. |
| Système d'aide au développement technique. | Achat prioritaire de produits de développement technologique | Système permettant aux institutions publiques d'acheter en priorité plus de 15% du montant total des achats de produits de développement technologique des PME (13 types tels que la certification de performance, etc..) |
| Achat pilote de produits de développement technologique | Les produits de développement technologique des entreprises débutants tels que les start-up sont sélectionnés comme des "produits d'achat pilotes" pour pouvoir être livrés aux institutions publiques. |
| Système d'assistance à la coopération mutuelle. | Problème de la croissance de l'innovation. | Les PME innovantes qui ont des compétences techniques mais qui n'ont pas de capacité de fabrication suffisante pour entrer sur le marché des marchés publics en utilisant les installations de production des partenaires |
| Problème des matériaux et des composants | Les grandes entreprises et les PME de remplacer les pièces étrangères dans les produits livrés sur le marché des marchés publics par des pièces nationales. |
| Soutien aux institutions publiques pour la démonstration de produits de développement technologique | | Système de soutien aux coûts de découverte, de marquage et de démonstration (inspection sur place) de nouveaux produits répondant aux besoins des institutions publiques en utilisant le réseau d'information sur les achats publics. - Prise en charge des frais de démonstration : jusqu'à la limite de 30 millions de KRW pour les matériaux et les installations. |

Tableau 3-2. Aide par type d'entreprise

| Type | Taux d'achat obligatoire | Résultat en 2022 |
| --- | --- | --- |
| Produit des PME | Plus de 50% du montant total des achats (biens, services, travaux) \* Année de commencement : 2006.1.1 | 118,9 trillions de KRW. (75,7% du total des achats) |
| Produit de développement technique | 15% ou plus des achats de biens des PME \* Année de commencement : 2006.1.1 | 6,9 billions de KRW. (18,6% des achats de biens dans les PME) |
| Produit des entreprises de femme | Biens et services : 5% ou plus sur chaque achat Travaux : plus de 3% sur chaque achat \* Année de commencement : 21 novembre 2009 | 13,9 milliards de KRW (8,9% du total des achats) \* 9,3% de biens, 7,7% de services, 7,9% de travaux. |
| Produits des entreprises handicapées. | Plus de 1% du total des achats \* Année de commencement : 28 juillet 2016 | 2,7 billions de KRW. (1,7% du total des achats) |
| Produit des start-up | Plus de 8% du total des achats \* Année de commencement : 1er janvier 2021 | 6,1 billion de KRW (3,9% du total des achats) |

1. Résumé de l'authentification principale

|  |  |
| --- | --- |
| Type | Résumé |
| Entreprise à capital-risque | Si les exigences des PME ayant d'excellentes compétences technologiques et des innovations de gestion sont satisfaites, elles sont désignées comme entreprise à capital-risque, entreprises de recherche et de développement, entreprises de nouvelles technologies. |
| INNOBIZ | Une PME innovante technologique compétitive et capable d'innover durablement, basée sur un avantage technologique en croissance stable pendant plus de trois ans |
| MAINBIZ | Une PME innovantes en gestion dans des domaines non technologiques tels que le marketing et l'innovation organisationnelle |
| Entreprise individuelle de création | C'est un entrepreneur unique avec créativité et professionnalisme ou un collaborateur avec moins de 5 personnes avec créativité et professionnalisme qui n'emploie pas de travailleurs à temps plein. "Jeune créateur individuel" est une entreprise individuelle appartenant ou gérée par un jeune de moins de 39 ans. |
| Entreprise de femme | Les entreprises dont les femmes sont représentées ou les femmes ont le plus grand actionnaire |
| PME mondiale | Les PME désignées par le ministre des PME et des startups en tant que PME exportatrices avec un potentiel d'innovation et de croissance |
| Entreprise verte | Les entreprises ou organismes, y compris les services publics et sociaux, ainsi que les directions, succursales, siège social, etc. qui contribuent grandement à l'amélioration de l'environnement. |
| Entreprise sociale | Une société indépendante ou une organisation privée à but non lucratif qui emploie des travailleurs rémunérés et répond aux conditions telles que la réalisation d'objectifs sociaux, la possession de structures décisionnelles, le revenu pour les activités commerciales, le changement de statut et le notariat. |

1. Principales lois en matière de PME

| Nom légal (année de promulgation) | Objectif |
| --- | --- |
| Loi sur les coopératives des PME (1961) | Afin de promouvoir le développement équilibré de l'économie nationale, en améliorant le statut économique des PME et en favorisant l'égalité des opportunités économiques et l'activité économique indépendante, il est décidé des questions telles que la création, le fonctionnement et le développement des coopératives. |
| Loi fondamentale pour les PME (1966) | Soutenir la croissance des PME créatives et indépendantes, améliorer la structure industrielle et équilibrer l'économie nationale en définissant les orientations et les politiques de base pour les encourager |
| Loi d'aide à la création | Construire un pays qui crée des moteurs de croissance et des emplois |
| d'entreprise pour les PME (1986) | dans l'économie numérique en créant un écosystème de startups où tous les citoyens peuvent développer leur esprit entrepreneurial et devenir des entreprises leaders mondiaux |
| Loi sur le fonds de garantie technique (1986) | Création d'un fonds de garantie technique pour établir et développer un système d'assurance technique afin de promouvoir l'offre de fonds pour les nouvelles technologies et contribuer au développement régional équilibré et à l'économie nationale |
| Loi sur la promotion des PME (1994) | Contribuer au développement équilibré de l'économie nationale en renforçant la compétitivité des PME et en élargissant la base de gestion des PME en améliorant leur structure |
| Loi spéciale sur la promotion des entreprises à capital-risque (1997) | Contribuer à faciliter la restructuration de l'industrie et à accroître la compétitivité en facilitant la transition des entreprises existantes vers les entreprises à capital-risque et la création des entreprises à capital-risque |
| Loi sur la protection et le soutien des PCA (1997) | Contribuer à l'amélioration du statut social et économique des PCA et au développement équilibré de l'économie nationale en promouvant la liberté d'activité des PCA et en favorisant la stabilité et la croissance de la gestion |
| Loi spéciale pour le soutien aux zones de technologie industrielle (1998) | Développement conjoint de la technologie, promotion de la commercialisation, création d'emplois, revitalisation de l'économie locale en regroupant les ressources humaines et matérielles des entreprises, des universités et des instituts de recherche |
| Loi sur la Fondation régionale de la garantie du crédit (1999) | Création de la fondation de garantie de crédit et de la Fédération nationale de garantie de crédit pour garantir les dettes individuelles des PME et des PCA dans la région |
| Loi sur l'aide aux entreprises de femme (1999) | Contribuer au développement économique national en soutenant activement les activités des entreprises de femme et leur création, en promouvant l'égalité réelle entre les hommes et les femmes dans le domaine économique, en améliorant l'activité économique des femmes et le statut des femmes |
| Loi sur la promotion de l'innovation technologique dans les PME (2001) | Contribuer au développement économique national en renforçant la compétitivité technologique des PME en élargissant les bases pour promouvoir l'innovation technologique des PME et en établissant et en mettant en œuvre des politiques connexes |
| Loi spéciale pour le soutien à la main-d'œuvre des PME (2003) | Contribuer au développement équilibré de l'économie nationale et de la société en soutenant les projets visant à faciliter l'offre et la demande de main-d'œuvre, à améliorer la structure de la main-d'œuvre des PME |
| Loi spéciale sur les zones spéciales de libre réglementation et les zones spéciales de développement régional spécialisées (2004) | La désignation et l'exploitation de zones spéciales régionales pour établir une base de croissance durable et autonome en appliquant sélectivement des règlements spéciaux aux caractéristiques régionales. |
| Loi spéciale pour la promotion des marchés traditionnels et des quartiers commerçants (2004) | Contribuer au développement économique national en favorisant la revitalisation des marchés locaux et la croissance équilibrée de l'industrie de distribution en améliorant les installations et la gestion des marchés traditionnels et des rues commerçantes |
| Loi sur la promotion des activités entrepreneuriales des personnes handicapées (2005) | Contribuer au développement économique national en favorisant activement la création d'entreprise et l'activité des personnes handicapées, en augmentant leur statut économique et social et en améliorant leur force économique |
| Loi spéciale pour la | Contribuer au développement sain de l'économie nationale en améliorant |
| promotion de la transition des PME (2006) | la compétitivité des PME et la structure industrielle en favorisant le changement d'entreprise des PME en raison du changement de l'environnement économique |
| Loi sur la promotion de la coopération mutuelle entre les grandes entreprises et les PME (2006) | En renforçant les relations de coopération gagnant-gagnant entre les grandes entreprises et les PME et en résolvant la polarisation des grandes entreprises et des PME, la croissance continue de l'économie nationale est établie |
| Loi sur la promotion de l'achat de produits pour les PME et le soutien au marché (2009) | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des PME et à la stabilité de leur gestion en facilitant l'achat de produits et en soutenant le marché |
| Loi sur la promotion des entreprises individuelles créatrices (2011) | Contribuer au développement de l'économie nationale en favorisant la création d'entreprises créatives individuelles avec créativité et professionnalisme et en créant une base de croissance |
| Loi spéciale sur l'aide aux petits entrepreneurs urbains (2014) | Afin de contribuer au développement de l'économie nationale, un système de soutien à la croissance et au développement des petits entrepreneurs urbaines est mis en place pour promouvoir les activités économiques |
| Loi sur l'aide à la protection des technologies des PME (2014) | Renforcer la capacité et la compétitivité technologique des PME et contribuer au développement de l'économie nationale en élargissant les bases pour soutenir la protection technologique des PME et en établissant et en mettant en œuvre des politiques connexes |
| Loi spéciale pour la désignation des PCA comme catégorie de subsistance admissible (2018) | Protéger et encourager les PCA à gagner leur vie, à promouvoir la stabilité et le revenu de leur gestion, à assurer le droit à la vie humaine et à contribuer au développement équilibré de l’économie nationale |
| Loi fondamentale des PCA (2020) | Contribuer au développement équilibré de l'économie nationale en définissant les éléments fondamentaux des politiques visant à promouvoir la croissance durable et la stabilité de la gestion, l'amélioration du statut social et économique et la sécurité de l'emploi |
| Loi sur la promotion des investissements dans les entreprises à capital-risque (2020) | Participer au développement équilibré de l'économie nationale en établissant l'investissement dans les entreprises à capital-risque et les PME en favorisant l'industrie du capital-risque |
| Loi sur les consultants en management et en technique (2020) | Contribuer au développement de l'économie nationale en visant à renforcer la compétitivité des PME |
| Loi sur la coexistence et la revitalisation des zones commerciales régionales (2021) | Promouvoir la coopération mutuelle entre les membres du secteur commercial local et définir les questions nécessaires au développement régional et au fonctionnement autonome du secteur commercial |
| Loi sur la promotion et la promotion de l'innovation dans les PME locales (2021) | Pour promouvoir l'innovation des PME locales, établir et promouvoir des politiques de développement connexes, renforcer la compétitivité des PME locales et promouvoir l'industrie locale et l'économie locale |
| Loi sur la promotion de l'innovation dans la fabrication intelligente des PME (2023) | Contribuer au développement économique national en renforçant la compétitivité des PME en matière de fabrication, y compris la création d'emplois écologiques, l'amélioration de l'environnement de travail et l'accroissement de la productivité |

1. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) sont des entreprises avec des actifs de plus de 500 milliards KRW à moins de 5 billions KRW. [↑](#footnote-ref-1)
2. Conformément à l'article 2 de la loi fondamentale sur les PCA, une entreprise PCA est une petite entreprise qui satisfait aux exigences du nombre de travailleurs à temps plein. Un PCA doit avoir moins de 10 travailleurs dans l'industrie minière, la fabrication, la construction et les transports, et moins de 5 travailleurs dans les autres secteurs. [↑](#footnote-ref-2)
3. Au cours du 30 janvier 2025, 1 USD s’échangeait pour 1.441 KRW. Dix millions KRW représentent ainsi 6.935 USD. [↑](#footnote-ref-3)
4. Institut des PME (2014), Examen de la réforme du système d'emploi et de l'orientation des projets de soutien par la réforme du champ des PME, p. 1. [↑](#footnote-ref-4)
5. Par « entreprise à capital-risque », il faut comprendre « entreprise financée par du capital-risque », et ne pas confondre avec les sociétés de capital-risque, qui, elles, se spécialisent dans le financement d’entreprises. Voir la Section 5.2.3 pour une définition des entreprises à capital-risque. [↑](#footnote-ref-5)
6. Au milieu des années 1990, le taux d'entrée à l'université a grimpé à plus de 80% en raison de la déréglementation des établissements universitaires, mais de nombreuses universités n'ont pas fourni aux étudiants les compétences requises par l'industrie et les entreprises. De plus, la plupart des jeunes diplômés de l'université voulaient trouver un emploi dans les grandes entreprises ou dans le secteur public stable et évitaient de travailler dans les PME ou dans l'industrie manufacturière. Le taux de chômage élevé des jeunes, la proportion excessive de NEET et l'augmentation du nombre de jeunes qui ne veulent pas travailler sont des problèmes importants pour la République de Corée. [↑](#footnote-ref-6)
7. L’Annexe 1 résume les principales institutions pour la politique des PME. [↑](#footnote-ref-7)
8. *Shinbo* a été fondé en 1976 par la loi sur le fonds de garantie de crédit et soutient principalement les PME ordinaires et les start-up. *Kibo* a été fondée en 1989 par la loi sur le fonds de garantie de crédit technique et a fourni des garanties basées principalement sur l'évaluation technique des entreprises de type technologique (de capital-risque, d’innovation, etc.). Les ressources financières de *Shinbo* et *Kibo* proviennent des contributions de l’État et du secteur financer, dans le cadre d’un partenariat public-privé. [↑](#footnote-ref-8)
9. Ministère des PME et des Start-up, communiqué du 27 novembre 2024. [↑](#footnote-ref-9)
10. La Carte nationale d’apprentissage de demain est un dispositif public qui prend en charge les frais de formation afin de permettre aux jeunes, aux demandeurs d’emploi, aux salariés et aux repreneurs d’entreprise de développer leurs compétences. Elle offre un soutien financier compris entre 3 et 5 millions de KRW sur une période de cinq ans. [↑](#footnote-ref-10)
11. Statistiques de l'administration de l'emploi, décembre 2022. Ministère de l'Emploi et du Travail. [↑](#footnote-ref-11)
12. Asia Pacific Foundation of Canada (2024), E-FORMALIZATION: How the Digital Economy Can Unlock & Empower APEC Economies, APEC Business Advisory Council. [↑](#footnote-ref-12)
13. Un travailleur indépendant désigne une personne qui dirige directement une activité économique, parfois avec des salariés, parfois seule. En Corée, cette catégorie recoupe largement celle des Petits Commerçants et Artisans (PCA, voir Figure 1), les deux notions étant souvent utilisées de manière interchangeable. [↑](#footnote-ref-13)
14. Selon le ministère de l’Emploi et du Travail, un travailleur irrégulier désigne un travailleur qui n’est pas directement embauché par l’employeur, qui est recruté pour une durée déterminée ou qui n’est pas employé à temps plein ; cette catégorie inclut les travailleurs contractuels, journaliers et employés indirects. [↑](#footnote-ref-14)
15. https://www.kised.or.kr/menu.es?mid=a20201000000 [↑](#footnote-ref-15)
16. Ce projet, introduit en 2004, soutient l'éducation et le recrutement de 5.500 jeunes chômeurs de moins de 29 ans afin de résoudre en même temps le chômage des jeunes et la pénurie de main-d'œuvre des PME. Les participants recevaient une formation personnalisée (2 mois de formation collective + 3 mois de formation sur le terrain), une allocation de formation de 5 mois et un service d'offre d'emploi de 9 mois. [↑](#footnote-ref-16)
17. Ce plan a été introduit en 2005 pour combler le manque de main-d'œuvre fonctionnelle des PME. Afin d'assurer l'emploi des élèves des lycées industriels, PME et lycées industriels ont signé un « contrat d'emploi ». Dans le cas des entreprises participantes, elles ont pu embaucher des étudiants pendant deux ans en recevant une aide financière pour l'éducation et la formation des étudiants (frais d'éducation, de professeur, d'équipement, etc.) [↑](#footnote-ref-17)
18. Le système de partage des performances est un système dans lequel les PME et les travailleurs travaillent ensemble pour améliorer les profits et partager les résultats. En cas de certification en tant qu'entreprise de partage des résultats, il y a une réduction d'impôt sur les sociétés (impôt sur le revenu), un traitement préférentiel pour les PME. [↑](#footnote-ref-18)
19. Le Fonds de compensation de la performance est un système dans lequel les travailleurs reçoivent les sommes accumulées conjointement par le chef d'entreprise et les travailleurs, en supposant que le chef d'entreprise a besoin d'un emploi à long terme. Si le travailleur quitte l'entreprise à mi-chemin, il ne recevra que le montant qu'il aura payé. Les PME peuvent inciter les travailleurs à reprendre le travail à long terme, et les travailleurs peuvent bénéficier d'un traitement équitable. [↑](#footnote-ref-19)
20. Pour plus d'informations sur le système d'achat public, voir l'annexe 3. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le système de régulation positive désigne une réglementation qui liste ce qui est autorisé dans les lois et les politiques et qui n'autorise pas toutes les autres choses. À l'inverse, une réglementation négative est une réglementation qui permet toutes les choses sauf si elle est interdite par la loi ou la politique. Les innovations technologiques rapides créent des industries différentes de celles du passé, mais les entreprises ne peuvent pas entrer dans de nouvelles industries en raison de la réglementation, et les technologies innovantes ne sont souvent pas incluses dans le projet gouvernemental. [↑](#footnote-ref-21)